

**Alain Maillard
Kujtim Shabani**

L'ÉVOLUTION DE L'IMAGE DES ALBANAIS DANS LES MEDIAS EN SUISSE

Préface : Olivier Meuwly
Postface : Laurent Matthey



ISEAL

ISEAL

Institut Suisse d'Etudes Albanaises
Istituto Svizzero per gli Studi albanesi
Instituti Zviceran i studimeve shqiptare
Schweizerisches Institut für albanische Studien

Secteur des publications ISEAL

Responsable des publications : Driton Kajtazi, directeur de l'ISEAL

Traductions : Irene Hofmann (All), Jacques Zwahlen (FR)

Mise en page : Labinot Hasani

Corrections : Martine Jaquier (FR), Kathrin Bona (All)

Photo de la couverture : © **BETOGJENI**

*Les opinions exprimées dans cette publication n'engagent que leur auteur
et ne représentent pas nécessairement celles de l'ISEAL.*

Avec le soutien de:



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Secrétariat d'Etat aux migrations SEM



canton de
vaud



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Service de lutte contre le racisme SLR

**Alain Maillard
Kujtim Shabani**

**L'ÉVOLUTION DE L'IMAGE DES ALBANAIS
DANS LES MEDIAS EN SUISSE**

ISEAL
2016

**L'ÉVOLUTION DE L'IMAGE DES ALBANAIS
DANS LES MEDIAS EN SUISSE**

SOMMAIRE

Olivier Meuwly: Préface.....	7
Kujtim Shabani: D'ouvrier à être humain.....	13
10 interviews	47
Alain Maillard: Une image en convalescence	101
Laurent Matthey : Postface	111

PREFACE

Par Olivier Meuwly

L' image d'une population immigrée au sein d'une société d'accueil donnée peut évoluer fortement au fil du temps. L'alchimie qui doit émerger de la rencontre de groupes humains riches de leurs mœurs et de leurs traditions respectives ne peut se révéler que complexe. Une population installée dans une région depuis des décennies, voire des siècles, n'est jamais encline à s'ouvrir spontanément à l'inconnu, à l'étranger. L'histoire humaine atteste cette réalité. Une société se libérera de ses préventions et accueillera sans difficulté des personnes en provenance d'autres horizons si elles arrivent en un nombre relativement restreint : épargnés par une pression trop forte, les gens se sentent alors davantage aptes à intégrer dans leur espace de vie des individus débarquant avec leur histoire, leurs coutumes, leurs traumatismes parfois. Même si leur venue obéit aux nécessités économiques de la société d'accueil, les processus d'intégration sont soumis à des étapes qu'il est souvent périlleux d'enjamber trop lestement. Des processus subitement mis à mal dès que le nombre des immigrants prend des proportions « importantes », étant entendu qu'aucune jauge ne permet de déterminer avec précision le sens de cet adjectif...

La Suisse ne fait évidemment pas exception à la règle. Les Italiens, que sollicitaient les chantiers et les usines de notre pays, ne furent pas toujours reçus comme ils l'auraient mérité. Le problème se répéta avec les Tamouls dans les années 80, puis avec les Kosovars lorsqu'éclatèrent les guerres balkaniques. Mais à la capacité des immigrés de s'adapter au contexte dans lequel ils souhaitent se mêler répond la promptitude des « autochtones » à saisir leur environnement ainsi modifié sous un autre regard. Une place devait être laissée à celles et ceux qui, pour les Kosovars, rejoignaient souvent des parents ou des proches installés depuis longtemps en Suisse. D'où un premier risque de malentendu : pourquoi les nouveaux venus ne se comportent-ils pas forcément comme leurs prédécesseurs, quand bien même le facteur religieux charrie un lot supplémentaire d'incertitudes dans un jeu international, à partir des années 2000, hostile à la sécularisation des sociétés alors à l'œuvre ?

A quel islam appartiennent Albanais et Kosovars ? La question n'est pas illégitime. S'actionne un long apprentissage réciproque, qui peut réserver des mauvaises surprises, mais surtout des bonnes. Et la Suisse en livre une multitude d'exemples.

C'est là qu'intervient la réalité locale, confrontée à ses propres contradictions, à ses propres tourments, à ses propres conflits. Une réalité dont peuvent être victimes les immigrés à leur insu. En Suisse comme dans les autres pays occidentaux, de nombreux ressortissants avaient tiré des drames de la Seconde Guerre mondiale une sorte d'obligation morale envers toutes les populations étrangères, surtout envers celles vivant dans ce que l'on appelait le tiers-monde. Mouvements antiracistes et tiers-mondistes s'évertueront à lutter pour une ouverture généreuse des frontières, pour un accueil large des populations opprimées, en quête d'un toit plus sûr, d'un métier peut-être. L'asile est hissé parmi les droits fondamentaux de l'humain et les pays occidentaux, anciens empires coloniaux pour beaucoup ou jugés complices de l'impérialisme pour les autres, devaient mesurer à cette aune morale leurs politiques à l'égard des étrangers. Le principe fut largement accepté, jusqu'au jour où les difficultés économiques engendrèrent un malaise social à travers lequel le nouveau venu fut perçu sous un jour plus sombre. Or l'accueil des migrants, enchâssé dans les objectifs des sociétés occidentales, s'était construit, au nom d'une mixité culturelle interprétée comme la matrice du renouveau de l'occident, sur un rejet du sentiment national, du droit pour les résidents de longue date d'être fiers de leur pays.

Comment organiser la cohabitation entre populations différentes dans ces conditions ? L'intégration de nouveaux groupes dans un « terreau » social préexistant ne peut se réaliser qu'avec prudence. Aventure compliquée mais que la Suisse, malgré tout, réussit plutôt bien, grâce à son système fédéraliste, qui permet de traiter les problèmes au plus près des réalités de l'endroit et non selon des schémas abstraits, et son système de démocratie semi-directe qui, en dépit de votations parfois regrettables, autorise une maîtrise des inquiétudes avec une rapidité que les autres pays ne connaissent pas. Une bonne intégration exige la recherche permanente d'un équilibre subtil entre tolérance et adaptation de la part de toutes les parties concernées. Le message délivré aux immigrés ne

peut se soustraire à ces principes. Les nouveaux venus peuvent souffrir de conseils mal appropriés. Résidents et migrants doivent apprendre à se connaître, sinon le conflit est programmé. Et le sentiment joue un rôle dans ce travail! Sa négation affaiblira le « corps social » d'accueil tout en créant un cadre peu réceptif aux vrais besoins des immigrés. Le paradoxe n'est qu'apparent : un sentiment national renié peut nuire aux immigrés ; il s'agit d'en faire le facteur d'une nouvelle cohésion au-delà du maintien artificiel de particularismes qui aboliraient les droits légitimes de celles et ceux que la Suisse accueille et, parfois, doit accueillir.

Dr Olivier Meuwly

Historien, juriste

Membre du Conseil de fondation de l'ISEAL

Kujtim SHABANI

D'ouvrier à être humain

Sommaire

La situation de départ

Ouvriers et êtres humains

Contexte migratoire des Albanais en Suisse

Albanais en Suisse – un tour d’horizon

Albanais et Suisses – perspectives croisées

Les Suisses vus par les Albanais

Les Albanais vus par les Suisses

Les arrière-plans de l’image des Albanais en Suisse

La criminalité

Les médias

L’« ethnisation » du politique

10 Interviews

LA SITUATION DE DEPART

En 2003, un constat surprenait l'opinion publique suisse: on avait découvert que des jeunes issus de l'immigration avec un arrière fond migratoire de soi-disant pays tiers se voyaient discriminés lors des recherches d'emploi, cela malgré des capacités et des trajectoires équivalentes. Ce phénomène touchait plus particulièrement les Albanais issus de l'ex-Yougoslavie. 24 pourcent se voyaient défavorisés en Suisse romande et 59 pourcent en Suisse allemande. Pour aucun des autres groupes de migrants pris en compte dans l'étude cela n'a été le cas dans une telle proportion (Fibbi, Kaya, Piguet 2003).

Cette méfiance vis-à-vis des Albanais se retrouve aussi dans un autre aspect important de l'existence. Une étude du National Coalition Building Institute, mandatée par l'organisation «voix choisies», met en exergue les difficultés rencontrées par les Albanais lors de la recherche d'un appartement. Cette enquête affichait un très haut taux de discrimination lors de la recherche d'un appartement par des Albanais (Mieten & Wohnen 2014).

Une année plus tard, la publication d'une étude du Département de l'Intérieur, indiquant qu'environ un quart des personnes vivant en Suisse affichait une attitude xénophobe, faisait le tour des médias suisses. Cette attitude semblait avoir pris de plus en plus d'ampleur sur le lieu de travail, mais il était précisé qu'elle touchait moins les ressortissants des pays voisins. Le grand titre était intitulé: seuls 25 pourcent des Suisses sont d'accord de travailler avec des Albanais (BZ 2015). (Aucun de ces articles de journaux ne donne une explication de ce titre ou ne mentionne l'auteur de l'étude. En outre cette étude ne peut plus être téléchargée en ligne sur la plate-forme de l'éditeur).

Entre-temps, l'attitude envers les Albanais semble avoir changé aux yeux du public. En tout cas, on a pu observer dans les médias suisses des comptes rendus plus équitables sur les Albanais. A fin mars de cette année, un article paru dans l'Aargauer Zeitung - qui louait le rôle des Albanais en Suisse - a connu un joli succès dans de nombreux médias suisses. A partir de là,

on pourrait dire que les reproches adressés aux Albanais – chauffards, mariages forcés, vendetta et autres vices – appartiennent désormais au passé. Les membres de cette communauté en Suisse s'adonnent avec passion au sport. De plus, le nombre d'Albanais qui poursuit des études dans les universités suisses a considérablement augmenté. En consultant les moteurs de recherche, on peut constater qu'il y a moins de rapports sur des délits commis par des Albanais qu'auparavant. L'article en question a connu une telle résonance que la rédaction a décidé de le publier en albanais (AZ 2016). Sa publication était en quelque sorte un démenti de l'affiche de l'UDC titrée « les Kosovars éventrent les Suisses ».

N'oublions pas de mentionner le magazine Beobachter qui, dans la 9^e édition de cette année, se focalise sur les Albanais en Suisse. Il constate que les Albanais ont une réputation « particulièrement » mauvaise. La presse de boulevard avait reçu sur un plateau les rapports d'actions criminelles dans lesquelles les Albanais étaient concernés. De plus, la politique s'en est mêlée; l'UDC avec son affiche « les Kosovars éventrent les Suisses » a tenté d'utiliser cette opportunité à des fins politiques. Le magazine se pose ensuite la question de savoir comment les Albanais vivaient avec cette image et attire l'attention sur le fait qu'entre les héros du football et les profiteurs du social, il existe une majorité de gens qui n'ont que rarement droit à la parole.

Sur la base de quelques épisodes tirés des faits et gestes des Albanais en Suisse, il ressort clairement que ce groupe de migrants est confronté à une image égratignée. C'est là un sentiment qui s'est aussi largement répandu au sein de la communauté elle-même et qui a, semble-t-il, donné naissance à une sorte de complexe d'infériorité. A témoin, une étude sur le statut d'intégration des Albanais en Suisse datant de 2004 où les personnes interrogées préféraient que ne soient pas mentionnée leur identité ethnique et religieuse. Afin d'éviter les malentendus, ils ne mentionnaient pas non plus leur langue maternelle dans leurs dossiers de candidature (Shabani 2004, 2016).

Le but de la présente étude est de mettre en exergue le fait qu'une majorité de citoyens subit sans le vouloir le poids d'une réputation bien entachée. Une douzaine de personnalités suisses qui possédant une très bonne connaissance de l'évolution de la société se penchent

sur les faits, les origines et les solutions pour sortir de cette situation. Elles expriment leurs propres expériences avec les Albanais et débattent des processus sociaux et politiques en relation avec la présence des migrants albanais en Suisse. Il s'agit en l'occurrence de perspectives différentes, interdisciplinaires, destinées à amorcer un débat centré sur la sensibilisation d'une problématique en relation avec l'intégration du groupe migratoire albanais et la cohabitation en Suisse.

Cette étude débute par un tableau rétrospectif de la présence du groupe migratoire albanais en Suisse. Elle se poursuit avec les perceptions réciproques des Suisses et de cette communauté. Finalement, les interviews avec nos interlocuteurs sont précédées par un essai d'explication de l'image des Albanais en Suisse.

OUVRIERS ET ETRES HUMAINS

Pour commencer, les Albanais sont venus seuls en tant que travailleurs. Plus tard, ils ont fait venir leur famille. La plupart des migrants albanais a dû suivre un chemin compliqué pour arriver jusqu'ici. Une grande majorité provient de l'ex-Yougoslavie; principalement du Kosovo, mais aussi de Macédoine où ils représentent un tiers de la population et du sud de la Serbie, ainsi que du Monténégro où ils ne représentent qu'une petite minorité. En dernier lieu, sont venus les migrants d'Albanie et aujourd'hui tous ces gens composent une partie de la société suisse et de son histoire récente.

CONTEXTE MIGRATOIRE DES ALBANAIS EN SUISSE

Les Albanais en Suisse, c'est une histoire longue de 50 ans. On sait que les premiers Albanais sont venus en Suisse dans les années 60. Tout d'abord dans le cadre d'une migration de main-d'œuvre de l'ex-république de Yougoslavie. Le terme „Albanais“ désigne par extension toutes les personnes dont la langue maternelle est l'albanais. Au début, ces migrants, venus principalement du Kosovo et de Macédoine, étaient très

appréciés en Suisse. Ils gagnaient peu et pouvaient malgré tout subvenir aux besoins de leur famille restée au pays. En Suisse, ils bénéficiaient du statut de saisonnier qui leur permettait de séjourner dans le pays pendant neuf mois. Chaque année, ils devaient renouveler leur permis de travail. Le profil social de ces premiers migrants d'ex-Yougoslavie était celui d'une frange de population peu privilégiée et discriminée : jeune et peu scolarisée. Leur centre d'intérêt demeurait la patrie.

Les mauvaises conditions qui régnaient dans leur pays et les besoins de l'économie locale attirèrent d'autres migrants albanais en Suisse. Dans les années 70 et 80, leur nombre a donc augmenté en Suisse. On les connaissait en tant que yougoslaves et ils étaient considérés comme des travailleurs immigrés modèles. Après plusieurs années de séjour en Suisse, le statut de saisonnier changeait et ils avaient alors la possibilité de faire venir leur famille en Suisse. Cette étape a marqué un virage important dans l'histoire de la migration en Suisse. Dans ce contexte, revient toujours à l'esprit la phrase légendaire de Max Frisch : «Nous avons fait appel à des travailleurs et ce sont des êtres humains qui sont venus». Les migrants albanais qui pensaient dans un premier temps travailler pendant quelques années en Suisse pour ensuite avoir une vie meilleure dans leur pays, ont alors changé leurs plans et fait venir toujours plus de membres de leur famille en Suisse. Le regroupement familial a été favorisé d'une part en raison des tensions sociales et politiques croissantes au pays, mais également en réaction à la nouvelle politique migratoire de la Suisse au début des années 90 qui bloquait pratiquement la migration de main-d'œuvre en provenance d'ex-Yougoslavie. Il ne restait alors que le recours au droit d'asile.

Dans les années 90, la situation politique au Kosovo s'est radicalement dégradée. Le statut juridico-politique qui accordait une autonomie au Kosovo au sein de l'état fédéral yougoslave fut alors aboli. Tous les employés du secteur public furent licenciés alors qu'il n'existait au Kosovo aucun secteur privé d'une certaine importance et le taux de chômage des Albanais était beaucoup plus élevé que celui de la minorité serbe. L'enseignement en albanais fut interdit dans les écoles, la violence était omniprésente. Ce furent surtout des jeunes hommes qui demandèrent l'asile en Suisse; ils cherchaient à fuir le service militaire qui les envoyait

le plus souvent à la guerre. La Suisse avait été choisie parce que nombre d'entre eux avaient des connaissances qui s'y étaient installés auparavant. Cependant – et cela s'avérera être plus tard un moment important – on les a accueillis dans des logements communs et ils n'avaient pas le droit de travailler. De plus, la plupart des demandes d'asile furent rejetées et les requérants ne pouvaient séjourner que temporairement parce que les autorités yougoslaves refusaient de les accueillir. Alors que l'on ne connaissait pas jusqu'alors le nombre de demandeurs d'asile en Suisse, l'extension de la guerre au Kosovo dans les années 1998/99 allait y répondre. Durant cette période 50'000 personnes venues du Kosovo ont cherché asile en Suisse. On leur a accordé un accueil provisoire et juste après la fin des conflits on a mis sur pied et soutenu un programme de retour pour leur permettre de se réinstaller dans leur pays. La plupart d'ailleurs quittèrent le pays de leur plein gré. Dans le courant de l'année 2000, environ 4'000 requérants d'asile kosovars profitèrent d'une action de la Confédération et purent ainsi assurer leur séjour en Suisse.

La plupart des Kosovars qui ont migré en Suisse dans les années 90 doivent leur autorisation de séjourner au modèle du regroupement familial. La procédure d'immigration concernant le Kosovo et l'ex-Yougoslavie n'est pas réglée pour autant et les mécanismes demeurent les mêmes. Grâce au regroupement familial environ 4'000 personnes par année - issues du Kosovo, de la Serbie et du Monténégro – ont rejoint la Suisse depuis l'année 2000. La migration de main-d'œuvre est limitée aux travailleurs qualifiés. L'asile politique ou pour raisons économiques est dorénavant exclu; les régions de provenance des Albanais sont considérées comme étant sûres ¹.

La migration en provenance de l'Albanie est relativement récente et a débuté avec le changement de régime au début des années 90. Cette immigration s'appuie principalement sur les modèles de l'asile et du regroupement familial. Les premiers Albanais, suite au changement de régime, ont quitté le pays en tant que réfugiés politiques et ont été dispersés dans le monde entier. Plus tard, s'est développé le motif de la vendetta qui est assez répandu dans certaines régions d'Albanie. Pour les citoyens albanais, la libre circulation des personnes existe comme pour

¹ Cet exposé s'appuie en particulier sur Maillard/Leuenberger 1999, von Aarburg/Gretler 2008 et Burri et al. 2010.

la Macédoine, la Serbie et le Monténégro. Entre 1993 et 2003 le nombre des migrants venu d'Albanie était d'environ 150 personnes par année, ce chiffre a ensuite baissé pour revenir à son ancien niveau en 2010 avec la libéralisation des visas. En 2014, ce sont 190 personnes de nationalité albanaise qui sont venues en Suisse, ce qui représente le point culminant de leur migration en Suisse depuis les débuts ².

ALBANAIS EN SUISSE – UN TOUR D’HORIZON

En 1980, on comptait en Suisse 15 albanais au sens civique du terme. Jusqu'en 1991, leur présence n'a pas dépassé un nombre à deux chiffres. En 1992, après le changement de régime en Albanie, la Suisse comptait 123 citoyens albanais. En 1999, ce nombre est passé à quatre chiffres et il en est toujours ainsi aujourd'hui : en 2014, 1'488 albanais en tant que tels vivaient en Suisse. En 2010, ils se sont trouvés dépassés par les 58'755 Albanais kosovars qui, dans les années 80, étaient englobés dans les 44'094 ex-Yougoslaves; en 1992, ils composaient la grande majorité des 4'768 macédoniens et en 2001, lorsque l'on a abandonné les statistiques mentionnant l'ex-Yougoslavie, ils ont été recensés parmi les 190'940 migrants venus de Serbie et du Monténégro. En 2014, à côté de ces 1'488 citoyens albanais, vivaient principalement 99'799 Albanais du Kosovo. Aujourd'hui encore, la majorité des 63'516 citoyens macédoniens et la minorité des 78'092 citoyens serbes font partie de l'ethnie albanaise (BFS 2014: 5) ³.

Les Albanais s'identifient et se définissent à partir de la langue maternelle. Si l'on change de paradigme pour tenir compte de la langue, respectivement la langue principale de la population résidant en Suisse, on s'aperçoit qu'en 2014, 3 pourcent des habitants indiquent l'albanais en tant que langue principale ⁴. En se basant sur la langue, les personnes parlant l'albanais représentaient, en 2014, 174'102 résidents Suisses de

² *Immigration des résidents permanents selon la nationalité, 1991-2014. Sources: 1991-2010: ESPOP & PETRA, à partir de 2011: STATPOP. © OFS – dictionnaire statistique suisse.*

³ *Population résidente étrangère selon la nationalité à la fin des années 1980-2014. Source: PETRA (1980-2009), STATPOP (dès 2010). © OFS – dictionnaire statistique suisse*

⁴ *Source: BFS – Relevé structurel (RS)*

plus de 15 ans. 25'653 d'entre eux se sont installés dans l'Arc lémanique, 32'769 dans l'Espace Mittelland, 29'387 en Suisse du nord-ouest, 40'417 à Zürich, 32'165 en Suisse orientale, 18'198 en Suisse centrale et 2'874 vivent au Tessin ⁵. A noter encore : 25'301 personnes entre 0 et 14 ans résidant en Suisse - dont 23'095 sont nés en Suisse et 1'396 à l'étranger - viennent du Kosovo. Parmi les 10 nationalités le plus souvent mentionnées avec au total 1'224'981 personnes dans cet âge, on trouve aussi la Macédoine avec 15'198 personnes jusqu'à 14 ans dont la plupart – 14'333 - sont nés en Suisse et seulement 865 à l'étranger ⁶.

L'intérêt des Albanais en vue d'une naturalisation suisse s'est montré plus ou moins rapidement. Le premier citoyen albanais a obtenu la nationalité suisse en 1987. Ce n'est qu'en 1998 que le nombre a passé à deux chiffres, soit 12. Le point culminant a été atteint en 2007 avec 109 naturalisations de citoyens albanais, dont 48 hommes et 61 femmes. On peut imaginer que parmi les 492 anciens citoyens yougoslaves qui se sont faits naturalisés en 1981 se trouvaient bon nombre de personnes d'ethnie albanaise. Le Kosovo apparaît pour la première fois dans les statistiques de naturalisation en 2010 avec 1'611 cas, dont 815 hommes et 796 femmes. Alors que le nombre de naturalisations de citoyens kosovars augmente de façon linéaire, celui des Macédoniens affiche un total assez remarquable de 2'596 naturalisations, dont 1'360 hommes et 1'236 femmes ⁷. Pendant l'année du dernier recensement en 2014, 40 citoyens albanais ont obtenu la nationalité suisse. La durée de séjour en Suisse se situe le plus souvent entre 5 et 9 ans; 10 parmi ces personnes naturalisées sont cependant nées en Suisse. Au cours de la même année, 2'622 citoyens kosovars ont obtenu la nationalité suisse; parmi eux, 468 personnes présentaient une durée de séjour allant de 15 à 19 ans, ce qui n'est rare pour cette catégorie; 1'168 de ces nouveaux citoyens sont venus au monde en Suisse. En 2014, la Macédoine affiche 1'279 octrois de naturalisation; la durée de séjour se situe principalement entre 20 et 24 ans, alors que 538 de ces nouveaux

⁵ Source: Relevé structurel 2014. © BFS – dictionnaire statistique suisse.

⁶ Population résidente âgée de 0 à 14 ans selon la naissance et la nationalité, 2014. Source: STATPOP. © BFS – dictionnaire statistique suisse.

⁷ Obtention de la citoyenneté suisse (hommes et femmes) selon la nationalité d'origine, 1981-2014. Source: 1981-2010: PETRA, dès 2011: STATPOP. © OFS – dictionnaire statistique suisse.

citoyens suisses sont nés en Suisse. La Serbie et le Monténégro affichent pour leur part respectivement 1'839 et 48 naturalisations.

Le total pour tous les pays s'élève à 32'836 personnes naturalisées⁸.

Si l'on considère la population résidante selon le pays d'origine et la nationalité, l'Albanie est représentée par 2'446 personnes d'après les statistiques de 2014, dont 1'141 hommes et 1'305 femmes. Au total, 707 possèdent la nationalité suisse – 313 hommes et 394 femmes; 828 hommes et 911 femmes ont un statut d'étrangers. On trouve ensuite dans la population résidante en Suisse 76'792 kosovars qui sont nés là-bas; parmi eux 40'292 hommes et 36'500 femmes. 21'689 – 11'311 hommes et 10'378 femmes – possèdent la nationalité suisse; 55'103 – 28'981 hommes et 26'122 femmes ne l'ont pas. 59'193 citoyens macédoniens qui sont nés là-bas vivent en Suisse, dont 30'572 hommes et 28'621 femmes. 16'134 se sont faits naturaliser, dont 8'427 hommes et 7'707 femmes. La majorité, 43'059, dont 22'145 hommes et 20'914 femmes ne possèdent pas la citoyenneté suisse⁹.

En 2014, 32 citoyens albanais se sont mariés en Suisse. Dans 5 cas, avec une femme de la même origine, dans 18 cas, l'épouse est une Suisse et dans les 9 autres cas, une étrangère. Les Kosovars des communautés d'origine albanaise ont conclu 1'095 mariages en Suisse ; dans 363 cas, l'épouse a la même origine, dans les 593 autres cas la femme est une Suisse. Il en va de même en ce qui concerne les Macédoniens, quoiqu'à plus petite échelle: sur 345 mariages, on constate que dans 148 cas la femme avait les mêmes racines et que dans 229 cas il s'agissait d'une Suisse¹⁰. Dans le même temps en 2014, 53 citoyennes albanaises ont conclu un mariage en Suisse. L'écu est dans 5 cas un Albanais, dans 23 cas un Suisse. 394 Macédoniennes ont donné leur oui à un homme de leur patrie et 181 autres à un Suisse¹¹.

Non seulement les Albanais et Albanaises en Suisse se marient plus souvent

⁸ *Obtention de la citoyenneté suisse selon la nationalité d'origine, lieu de naissance et durée de séjour, au 31.12.2014. Source: STATPOP. © OFS – dictionnaire statistique suisse.*

⁹ *Population résidante selon le pays d'origine, la nationalité et le sexe, 2014 Source : STATPOP. © OFS – dictionnaire statistique suisse.*

¹⁰ *Femmes ayant contracté un mariage avec mention de la nationalité des deux personnes, 2014. Source: BEV-NAT. © OFS – dictionnaire statistique suisse.*

¹¹ *Femmes ayant contracté un mariage avec mention de la nationalité des deux personnes, 2014. Source: BEV-NAT. © OFS – dictionnaire statistique suisse.*

avec des Suissesses et des Suisses, mais ils divorcent moins, les Suisses et les Suissesses ont ayant, proportionnellement, plus souvent recours au divorce. 11 citoyens albanais (dans ce cas avant le mariage) ont divorcé en 2014 ; dans un cas, la femme avait la même nationalité (également avant le mariage), dans 7 cas, c'était une Suissesse. 96 Kosovars se sont séparés en 2014 ; dans 13 cas, l'épouse avait la même nationalité, dans les 68 autres cas, elle était citoyenne suisse. 73 couples dont le mari était de nationalité macédonienne se sont séparés. Dans 13 cas, la femme venait du même pays, dans 48 cas, il s'agissait d'une Suissesse¹². A l'inverse, dans 14 cas de divorce de femmes albanaises, l'homme était un compatriote et dans 7 cas un Suisse. 54 femmes kosovares se sont divorcées de leur mari; dans 13 cas, il s'agissait d'un partenaire du même pays et dans 32 cas d'un Suisse. Cela a été le cas 18 fois pour des femmes macédoniennes: dans 13 cas, l'homme avait les mêmes origines et dans 27 cas, il s'agissait d'un Suisse¹³.

Il n'existe pas de statistiques selon l'appartenance nationale dans tous les domaines. Il en existe cependant une qui s'intitule: «naissances vivantes d'après le pays d'origine de l'enfant». Le premier enregistrement de la naissance d'un enfant d'origine albanaise date de 1987. En 1991, on en recense 12 et jusqu'en 2014, on en reste à un nombre à deux chiffres: 31. On peut admettre que parmi les 1'304 naissances d'enfants de l'ex-Yougoslavie en 1983, se trouvaient aussi des enfants d'ethnie albanaise. On peut penser de même pour les 302 naissances d'enfants macédoniens en 1994, dont le nombre s'est élevé à 1'182 en 2014. Les Kosovars n'apparaissent dans les statistiques qu'en 2010 avec 1'735 naissances en Suisse et en 2014, elles se montaient à 2'146. Le total 2014 pour tous les pays se montait à 85'287¹⁴.

On a aussi enquêté sur le nombre de personnes qui ont quitté la Suisse. Aussi atypique que cela puisse paraître, les statistiques démontrent que depuis 1991 chaque année un nombre à deux chiffres de citoyens albanais ont quitté la Suisse; le plus grand nombre en 2014 : 73 personnes. En 2010,

¹² *Divorces de femmes selon la nationalité du mari avant le mariage. Source: BEVNAT. © BFS – dictionnaire statistique suisse.*

¹³ *Divorces d'hommes selon la nationalité des femmes avant le mariage, 2014. Source BEVNAT. © OFS – dictionnaire statistique suisse.*

¹⁴ *Naissances vivantes selon la nationalité de l'enfant, 1970-2014. Source: BIVANT. © OFS – dictionnaire statistique suisse.*

les Kosovars apparaissaient pour la première fois dans les statistiques avec 131 émigrés. Depuis lors, ce chiffre a augmenté et en 2014, ce sont 451 citoyens kosovars qui ont quitté la Suisse. Les premiers citoyens macédoniens ont émigré en 1993 avec 25 personnes ; deux ans plus tard, ils étaient 627. Cette tendance s'est maintenue jusqu'en 2001, alors que le pays était impliqué dans la guerre, ensuite l'émigration a diminué. En 2014, 390 citoyens macédoniens ont quitté la Suisse. En 2014, 1'184 citoyens serbes et 44 Monténégrins sont retournés au pays ¹⁵. Parmi les 73 citoyens albanais qui ont émigré en 2014, on compte 31 hommes et 42 femmes. L'âge le plus courant se situe entre 20 et 49 ans. A l'inverse, les émigrés kosovars comptent 292 hommes pour 169 femmes. L'âge des émigrés le plus courant, basé sur 267 cas, se situe entre 20 et 39 ans. Pour les citoyens macédoniens, il y a eu 241 hommes et 149 femmes qui ont émigré; ici l'âge le plus courant se situe entre 40 et 64 ans ¹⁶.

Passablement d'Albanais ont perdu leur vie en Suisse. Les deux premiers cas de décès de citoyens albanais ont été enregistrés en 1987 et jusqu'en 2014, leur nombre reste à un chiffre avec 3 personnes, 2 hommes et une femme. On peut admettre que parmi les 94 décès de Yougoslaves recensés en 1983, se trouvaient aussi des personnes d'ethnie albanaise, de même que parmi les 13 personnes d'origine macédonienne en 1994. Le nombre de ces derniers augmente légèrement au fil des années et en 2014, on compte 81 décès: 47 hommes et 34 femmes. Les 79 cas de décès de citoyens kosovars n'apparaissent dans les statistiques qu'en 2010 ; en 2014, ils sont 128: 82 hommes et 46 femmes ¹⁷.

¹⁵ *Emigration de la population résidante selon la nationalité, 1991-2014. Source: 1991-2010: ESPOP & PETRA, dès 2011: STATPOP. © OFS – dictionnaire statistique suisse.*

¹⁶ *Emigration de la population résidante étrangère selon la nationalité, le sexe et l'âge, 2014. Source: STATOP. © OFS – dictionnaire statistique suisse.*

¹⁷ *Décès selon détail de la nationalité, 1970-2014. Décès (hommes et femmes) selon détail de la nationalité, 1987-2014. Source: BEVNAT. © OFS – dictionnaire statistique suisse.*

ALBANAIS ET SUISSES – PERSPECTIVES CROISEES

L'intégration – qui est ici le thème central – est un processus réciproque dans lequel les deux parties concernées – la société d'accueil ainsi que les migrants, apportent leur contribution. Dans cette optique, les deux parties expriment ci-après leur perception de l'autre en vue de donner une image du statut d'intégration des Albanais en Suisse: comment sont perçus la Suisse et les Suisses par les migrants, les Albanais en l'occurrence, et inversement.

LES SUISSES VUS PAR LES ALBANAIS

Dans un premier temps, les Albanais expriment leur perception de la Suisse et de ses citoyens en louant l'ordre qui règne ici, la ponctualité, la propreté, le bon fonctionnement des institutions, le standard de vie élevé, etc. Ces aspects ressortent surtout par comparaison avec la situation dans le pays d'origine. Ce contraste se relativise ensuite en fonction de la durée du séjour en Suisse. Avec le temps, on apprend à connaître une certaine réserve des Suisses, le manque de spontanéité dans leur manière de vivre, le stress, etc. Les impressions exprimées sur les Suisses dépendent de la propre situation de vie et des expériences vécues. On se plaint entre autre du traitement rigoureux des requérants d'asile dans les centres d'accueil. D'autres font état de leur absence de perspectives sur le marché du travail. Les termes de xénophobie et d'indifférence reviennent souvent. La conséquence de ces expériences négatives fait que, par ailleurs, les prestations de la Suisse sont d'autant plus reconnues (Schader 2005: 29 ff.)

Quoi qu'il en soit, l'image que les Albanais ont de la Suisse et des Suisses est grandement dépendante des expériences faites, des conditions de vie, de la durée du séjour en Suisse, de «l'origine et de l'attitude culturelle, ainsi que des modes d'interprétation de cette réalité en relation avec cette attitude» (ebd. 2005: 32). Les migrants issus de milieux urbains avec une bonne éducation ont davantage de chances de pouvoir s'orienter dans un contexte comme la Suisse. Sur ce point, on peut constater des différences

entre ceux qui sont arrivés récemment en Suisse et ceux qui sont nés en Suisse.

A notre connaissance, il n'existe aucune étude systématique qui se penche sur l'attitude des Albanais vis-à-vis de la Suisse et ses citoyens. Il serait cependant riche d'enseignements de mieux connaître le taux de confiance accordé par les Albanais aux institutions et à leurs concitoyens.

En s'appuyant sur une enquête de 2014 - qualitativement non représentative - centrée sur les Albanais du troisième âge en Suisse, on constate que la moitié d'entre eux sont plutôt favorablement disposés envers leurs concitoyens. A témoin, ils citent un vieux proverbe albanais: «Sois digne de confiance mais n'accorde ta confiance à personne d'autre». Dans tous les cas, il n'existe aucune situation optimale, mais cette attitude n'implique pas non plus un rejet absolu de l'autre. En tous les cas, on accorde beaucoup d'importance à la disponibilité envers le prochain (Shabani 2014: 42). Au milieu des années 90, le taux de confiance envers les concitoyens se situait à 41 pourcent. Dans le même temps en Serbie et au Monténégro, englobant alors aussi les Albanais du Kosovo, ce taux se montait à 30,4 pourcent. En Macédoine, où les Albanais étaient aussi représentés, le taux de confiance dans le prochain n'était que de 8,2 pourcent. Il n'existe pas d'autres données concernant ces deux pays. En Suisse, le taux de confiance en général parmi les 50-69 ans se situait en 1989 à 40 pourcent et à 46 pourcent en 1996. Pour les plus de 70 ans, le taux de confiance envers le prochain se situait à 36 pourcent en 1989 et 42 pourcent en 1996 (Freitag 2001: 100; Freitag 2005: 580).

Sur une échelle de 1 à 5 (1 représentant aucune confiance et 5 une très grande confiance), les Albanais du troisième âge en Suisse devaient donner leurs appréciations sur la confiance qu'ils accordaient aux différentes instances: les entreprises, les offices de l'emploi, les médias et les assurances ont eu les moins bons résultats. Ont obtenu les meilleurs taux de confiance: le gouvernement (4,7), l'administration (4,5), la justice (4,65) et les banques (4,72), (Shabani 2014: 43). Ces taux de confiance relativement élevés envers les institutions correspondent plus moins aux tendances observées dans les années 90 en Suisse par les études scientifiques sur la confiance. C'est-à-dire que le taux de confiance augmente avec l'âge. Les 50-69 ans affichaient un taux de confiance élevé envers les institutions avec

66 pourcent en 1989, 44 pourcent en 1996 et 48 pourcent en 1998. Pour les plus de 70 ans, ce pourcentage s'élevait à 72 pourcent en 1989, 50 pourcent en 1996 et 47 pourcent en 1998 (Freitag 2001: 100 ff.).

Nous fournissons ces données dans la mesure où elles peuvent être un outil pour de futures recherches. De même, l'évaluation des différentes institutions par les migrants albanais devrait tenir compte des expériences vécues dans leur pays d'origine et en Suisse. Ces appréciations sont en outre confirmées par une enquête – non représentative également – effectuée en 2004 auprès d'un groupe hétérogène de 35 migrants albanais. Sur la question de savoir comment ils jugeaient, respectaient les institutions et quelle confiance ils leur accordaient, la réponse donnait 63 pourcent en faveur d'une confiance élevée; 11 pourcent émettaient des réserves, alors que 25 pourcent louaient les institutions sans leur accorder une confiance absolue (Shabani 2008: 8).

LES ALBANAIS VUS PAR LES SUISSES

En résumé, les Albanais ont souffert en Suisse d'une mauvaise réputation et ils doivent cette image négative à une série de coïncidences dans le temps.

On relèvera tout d'abord que jusque dans les années 80, les migrants albanais en Suisse n'étaient pas reconnus en tant que tels. On les désignait généralement sous le terme de « Yougoslaves ». Ces premiers immigrants albanais étaient employés dans des branches peu attractives et accomplissaient souvent les travaux pénibles que les Suisses ne voulaient pas faire. Les premiers migrants albanais vivaient retirés, gagnaient peu et ne prétendaient à aucune prestation sociale de l'Etat. La situation a basculé dans les années 90 quand les Albanais ont pris davantage d'importance avec une immigration qui avait triplé. Par le biais du regroupement familial, leur structure d'âge et de genre changeait aussi radicalement. Partiellement au chômage et désorientés, ils surgissaient soudain sous les feux de la rampe médiatique. Ces migrants albanais découvraient une Suisse qui traversait une phase de stagnation économique et occupée à redéfinir son identité, surtout après la disparition du rideau de fer et

l'ouverture vers l'est. Dans ces conditions beaucoup de migrants albanais ont du faire appel à l'aide sociale. C'est à ce moment-là que l'image des Albanais en Suisse a subi ses premières égratignures. De plus, à cette époque, les délits liés à la drogue étaient plus répandus et des réseaux albanais y étaient impliqués. Au terme déjà péjoratif de «réfugié», on catalogua les Albanais en tant que profiteurs du social et trafiquants de drogue. Cette image a ensuite été largement reprise dans les comptes rendus des médias (vgl. Schader 2005: 34f., Burri et al. 2010).

D'un point de vue systématique, on peut distinguer trois champs de perception – principalement au niveau de l'action – pour les Albanais en Suisse: celui des institutions étatiques, celui de la population et celui des études et de l'information par des professionnels.

Les grandes vagues d'immigration en provenance des Balkans ont représenté un énorme défi pour les instances sociales et scolaires. Entre autres, on citera : le grand nombre d'arrivants, leur état psychologique, les mauvais antécédents scolaires, l'absence de possibilités d'intégration dans le monde du travail, la délinquance, etc. Ce n'est qu'en 1999 que la Suisse a pris en compte ces problèmes en allouant une aide de 500 millions de francs suisses, dont la totalité n'a pas été utilisée pour leurs besoins. L'une des conséquences positives de cette aide a été l'introduction de statistiques non plus basées exclusivement sur la nationalité, mais également sur la langue maternelle. Dans quelques cantons, on a financé la création de bureaux de renseignement, de traduction et d'accompagnement social. De même, on a investi dans des infrastructures d'associations qui s'engageaient sur le plan des relations entre Suisses et Albanais. On a édité des dictionnaires albanais allemand pour les écoliers albanais et d'autres textes didactiques en albanais. Pendant un certain temps, quelques journaux en albanais ont également été soutenus par les deniers publics. Quelques communes financent l'enseignement complémentaire en albanais, et la demande est grande, ce d'autant plus qu'il se répercute positivement sur les performances dans l'enseignement normal. En général on déplore la lenteur dans le traitement des demandes d'asile qui peuvent durer jusqu'à sept ans. On trouve scandaleux les obstacles pour empêcher les réfugiés d'accéder au monde du travail. Et aussi le fait de séparer les membres d'une famille sans tenir compte des liens qui les

unissent et auxquels les Albanais accordent une grande importance. Cette façon de faire était destinée à rendre le statut de réfugié peu attractif, mais dans la réalité, cela a provoqué beaucoup de souffrance chez les migrants et coûté inutilement beaucoup d'argent à l'Etat. Cette manière de faire a favorisé la désorientation et encouragé la délinquance (Schader 2005: 35f.). Une ombre au tableau dans les relations avec les Albanais du Kosovo est la résiliation de l'accord sur les assurances sociales et l'absence d'un nouveau contrat comme cela est le cas avec les autres états de l'ex-Yougoslavie. Finalement, la Suisse est l'un des premiers pays à avoir reconnu l'indépendance du Kosovo en 2008.

L'immigration en masse des Albanais dans les années 90, les délits criminels, les dépenses faites pour leur installation et l'assistance sociale, ainsi que la conjoncture économique défavorable, ont fait que le terme «Albanais» a pris une connotation négative dans l'opinion publique suisse. Les reportages dans la presse de boulevard y ont également contribué. Les reproches s'intitulaient : enclins à la violence, liens avec le trafic de stupéfiants et la mafia, manque de volonté d'intégration, etc. Dans ce contexte, on citera le geste radical de l'Union Démocratique du Centre en 1998 avec son affiche intitulée «Albanais du Kosovo NEIN». Mais dans le même temps, beaucoup de Suisses s'en sont offusqués et ont protesté dans les médias et en justice. En 2015, ce même parti sortait une autre affiche avec un titre hautement tendancieux: «Les Kosovars éventrent les Suisses» et pour laquelle ils furent dénoncés et jugés coupables par deux instances juridiques. Une solidarité hors norme du peuple suisse avec les Albanais s'est exprimée lors d'une action de soutien de « la Chaîne du Bonheur » pendant la guerre au Kosovo en 1999 : une somme record de 20 millions de francs suisses en dons a été récoltées (ebd. 2005: 37).

En dehors de la presse de boulevard, on met en exergue l'importance d'un paysage médiatique dont on souligne surtout la professionnalité. On loue tout particulièrement l'information objective durant le conflit au Kosovo. En relation avec ces événements, ont paru toute une série de reportages de fond sur l'entité du groupe de migrants albanais qui vivaient en Suisse depuis des années. Entre-temps, on peut trouver plusieurs monographies sur cette diaspora en Suisse, des études ont été réalisées, des thèses universitaires ont été soutenues qui ont ensuite pu

être présentées au public. Un aspect particulier qui témoigne de la prise en considération du groupe de migrants albanais en Suisse est représenté par les initiatives publiques et privées d'aide au développement dans le pays d'origine de ces immigrés. Il convient enfin de souligner les efforts fournis pour les enfants albanais dans les écoles suisses, pour le questionnement de leurs besoins en vue d'une intégration réussie. Pour mieux comprendre la diaspora albanaise, il est nécessaire de se pencher sur des études comparatives, par exemple sous les angles sociologiques et ethnologiques (ebd. 2005: 37 ff.).

ARRIERE-PLANS DE L'IMAGE DES ALBANAIS EN SUISSE

Dans les déclarations publiques, on cite souvent la criminalité de certains membres de cette communauté de migrants pour expliquer la mauvaise réputation des Albanais en Suisse. En relation avec la criminalité sera discuté un autre facteur déterminant, à savoir le rôle des médias, respectivement de leurs comptes rendus. En dernier lieu, il y a un questionnement sur la responsabilité que l'on a parfois imputé au groupe de migrants albanais dans sa position inconfortable pour justifier les crises identitaires et économiques.

LA CRIMINALITE

Depuis 2008, l'Office Fédéral de la Statistique établit chaque année systématiquement des statistiques criminelles policières. Ce sont des données sur les délits en relation avec le code pénal, la loi sur les stupéfiants et la loi sur les étrangers. Les délits en relation avec le code pénal recouvrent les actes de violence tels que : homicides, lésions corporelles, vols à main armée, abus sexuels, menaces et autres. Ils comprennent aussi les peines pécuniaires pour vol ou vandalisme. S'y ajoutent les délits sexuels tels que l'exercice illégal de la prostitution, l'exhibitionnisme, les actes sexuels avec des enfants et le viol. Les délits en relation avec la loi sur les stupéfiants comprennent principalement la consommation de stupéfiants

et le commerce avec de telles substances. La loi sur les étrangers a été enfreinte en cas d'immigration illégale, de séjour non autorisé en Suisse ou de l'exercice d'une activité sans autorisation (OFS 2016: 7 ff.).

La majeure partie des délits enregistrés – pratiquement les trois quarts – concernent l'infraction du code pénal. Deux tiers environ des autres cas sont des délits envers la loi sur les stupéfiants; le reste concerne les infractions de la loi sur les étrangers et de la constitution fédérale dans ce domaine. Pour ce qui concerne les délits en relation avec le code pénal, plus des deux tiers des cas concernent les atteintes aux biens d'autrui. Les autres délits englobent la liberté, la vie et l'intégrité physique, la violence publique, l'intégrité sexuelle et autres (OFS 2016: 11 f.)

Dans les rapports, on trouve également la répartition des personnes inculpées selon la nationalité et le statut de séjour qui donnent des informations sur les Albanais inculpés. En 2015, sur un total de 40'316 inculpations, on trouve 596 personnes de nationalité albanaise, 2'487 du Kosovo, 2078 de Serbie et Monténégro et 1'162 de Macédoine. L'Albanie occupe ainsi la 17e position, la Macédoine la 9e et le Kosovo la 5e dans une liste qui comprend 54 pays. Ils sont précédés par l'Italie, l'Allemagne et la Roumanie; derrière eux figurent la plupart des autres nationalité (OFS 2016: 27 f.).

Code pénal: Inculpations en fonction du statut de séjour 2015:

	Total	Population résidente	Domaine de l'asile	Autre
Albanie	596	49	17	530
Kosovo	2'487	1'849	75	563
Macédoine	1'162	975	11	176
Serbie & Monténégro	2'078	1'493	93	493

Si l'on considère le nombre d'albanais qui en 2015 se sont mis en infraction envers la loi sur les stupéfiants, la situation est un peu différente. L'Albanie est représentée par 949 personnes, le Kosovo 450 et la Macédoine par 263 sur un total d'inculpations de 15'155 et 29 pays. L'Albanie occupe le 5e rang, le Kosovo le 10e et la Macédoine le 15e. La Serbie et Monténégro, où l'on retrouve probablement une minorité d'Albanais, se situe au 7e rang. Ils sont précédés par l'Italie, la France, le Portugal et l'Allemagne; derrière eux suivent une douzaine de nationalités (OFS 2016: 29).

Loi sur les stupéfiants: inculpations en fonction du statut de séjour 2015:

	Total	Population résidente	Domaine de l'asile	Autre
Albanie	949	15	7	927
Kosovo	450	365	12	73
Macédoine	263	215	4	44
Serbie & Monténégro	514	327	36	151

Concernant toujours les Albanais, les différences de rapports s'accroissent encore en considérant le comportement en relation avec la loi sur les étrangers. Sur un total de 23'455 inculpations touchant au moins 47 pays, on compte 1'106 personnes venant d'Albanie, 2'560 du Kosovo, 1'197 de la Serbie et Monténégro et 642 de Macédoine. L'Albanie occupe la 4e place, la Serbie et Monténégro la 3e et la Macédoine occupe le 9e rang. Aucune autre nation ne les précède, si ce n'est le Kosovo pour les délits envers la loi sur les étrangers. (OFS 2016: 30 f.).

Loi sur les étrangers: inculpations en fonction du statut de séjour 2015:

	Total	Population résidente	Domaine de l'asile	Autre
Albanie	1'106	8	6	1'092
Kosovo	2'560	359	37	2'164
Macédoine	642	137	4	501
Serbie & Monténégro	1'197	205	28	964

A noter que le positionnement n'est destiné qu'à donner une vision d'ensemble de la relation des Albanais avec les lois suisses; l'énumération de toutes les nations dépasserait le cadre de ce travail. Les Suisses ne sont pas pris en compte et ne font donc pas partie de ce classement. La loi sur les étrangers, par exemple, ne les concerne pratiquement pas. D'autre part, si l'on y regarde de plus près, on s'aperçoit que la majorité des personnes inculpées par pays ne fait pas partie de la population résidente ; elles font partie du domaine de l'asile ou autres, tels que séjournants de courte durée, touristes, requérants d'asile rejetés, séjournants illégaux, personnes sous mandat d'arrêt, etc. Cela se voit particulièrement chez les Albanais dans les trois domaines concernés. Cette tendance est particulièrement marquée pour le Kosovo en regard de la loi sur les étrangers (v. OFS 2016: 27 ff.). A noter qu'à ce moment-là, le Kosovo était le seul pays dans la région à ne pas bénéficier de la libre circulation des personnes.

Lorsque l'on considère l'évolution des actes délictueux commis par des Albanais au cours des années – abstraction faite de l'année 2008 où ces données n'étaient pas encore complètes - on peut en tirer quelques conclusions. L'Albanie n'apparaît dans les statistiques que depuis 2011 et depuis lors on constate une légère péjoration. Jusqu'en 2010, le Kosovo était recensé sous Serbie et Monténégro; depuis 2011, on constate également que le positionnement évolue vers le haut. La Macédoine se situait au début à la 7e, respectivement 8e place, pour terminer à la 9e ces deux dernières années, après une amélioration dans les années 2011-2013. Seule la Serbie et Monténégro affichent une amélioration.

Code pénal: total des délits et positions 2009-2015

	Albanie		Kosovo		Serbie & Monténégro		Macédoine		Total étrangers et pays	
2015	596	17.	2'487	5.	2'078	7.	1'162	9.	40'316	54
2014	661	15.	2'338	5.	2'298	6.	1'122	9.	41'582	56
2013	679	15.	2'254	7.	2'657	5.	1'187	12.	43'758	58
2012	484	21.	2'052	8.	2'895	3.	1'272	11.	43'521	59
2011	323	24.	1'909	7.	2'867	3.	1'118	11.	39'439	57
2010					5'297*	1.	1'329	8.		20
2009					5'496*	1.	1'215	7.		17

Concernant les données des infractions envers la loi sur les stupéfiants au cours des années 2009-2015, on constate également une augmentation des délits de citoyens albanais. Le Kosovo remonte de deux rangs, la Serbie et Monténégro demeurent relativement stables tandis que la Macédoine affiche des chiffres légèrement inférieurs.

Loi sur les stupéfiants : total des délits et positions 2009-2015¹⁹

	Albanie		Kosovo		Serbie & Monténégro		Macédoine		Total étrangers (Pays min.)	
2015	949	5.	450	10.	514	7.	263	15.	15'155	29
2014	910	5.	421	10.	505	8.	236	16.	15'119	28
2013	768	6.	477	12.	703	7.	291	16.	18'661	29
2012	704	7.	450	12.	673	9.	341	16.	17'864	29
2011	579	9.	430	12.	735	6.	285	15.	16'453	28
2010	394	10.			1'201*	4.	308	12.		29
2009	439	8.			1'184*	4.	312	12.		28

¹⁹ Cette table est établie sur la base des recherches sur les infractions du code pénal des statistiques policières criminelles de l'OFS 2009-2015.

Concernant les délits contre la loi sur les étrangers, l'Albanie présente une dégradation au fil des années. Le Kosovo est à chaque fois en tête et le nombre de citoyens kosovars inculpés est en augmentation. La Serbie et Monténégro vient juste après. Les citoyens macédoniens, parmi lesquels se trouvent une majorité d'Albanais, se situent entre le 7e et le 10e rang. Il est impossible de savoir combien d'Albanais issus de la Vallée du Préshevo et du sud de la Serbie en font partie.

Loi sur les étrangers: total des délits et positions 2009-2015 ²⁰

	Albanie		Kosovo		Serbie & Monténégro		Macédoine		Total étrangers (Pays min.)	
2015	1'106	4.	2'560	1.	1'197	3.	642	9.	23'445	47
2014	982	4.	2'006	1.	1'024	2.	543	12.	21'030	46
2013	881	7.	2'176	1.	1'063	4.	492	10.	21'623	47
2012	732	7.	1'574	1.	1'065	4.	620	9.	20'103	46
2011	536	10.	1'561	1.	993	2.	687	7.	17'799	40
2010	467	9.			2'607*	1.	601	7.		40
2009	487	9.			2'357*	1.	401	10.		39

Ces statistiques importantes et relativement complètes donnent certes des réponses sur la situation actuelle et du passé récent des Albanais en relation avec la criminalité. De telles informations font malheureusement défaut pour les années précédentes et l'analyse en fonction de la nationalité n'est pas non plus possible.

Tout ce que l'on peut dire sur ce thème est que dans les années 2000 à 2006, on enregistre un taux de criminalité plus élevé chez les hommes de 18 à 40 ans issus de l'ex-Yougoslavie - englobant donc aussi les Albanais - que parmi tous les autres étrangers. D'autres études suggèrent que le nombre élevé de délits commis par de jeunes étrangers ne signifie pas

²⁰ Cette table est établie sur la base des recherches sur les infractions du code pénal des statistiques policières criminelles de l'OFS 2009-2015.

forcément un taux de délinquance plus élevé chez les jeunes migrants. Il s'avère aussi qu'ils sont souvent plus rapidement dénoncés que les gens autochtones. De plus, si l'on s'appuyait sur la loi fédérale sur le séjour et l'établissement des étrangers, les chiffres de délinquance comparés entre jeunes suisses et étrangers ne seraient guère différents. Quoiqu'il en soit, les médias ont peu rapporté sur les interventions de jeunes Albanais dans le cadre de la gestion des conflits dans les écoles, les rencontres entre jeunes et au sein même de la communauté (Burri et al. 2010: 67 ff.).

LES MEDIAS

En tenant compte du fait que les gens ont rarement un contact direct et des expériences personnelles avec les étrangers, il s'avère que les médias sont une source d'expériences importante. D'une manière générale, on attend des médias une fonction d'intégration positive, mais cela n'est malheureusement que rarement le cas. De fait dans les sciences des médias et de la communication, on retrouve deux thèses opposées à propos de l'influence des médias sur la perception des migrants: la thèse dite d'homogénéisation et d'intégration accorde aux médias un effet positif au plan de l'intégration; la thèse de fragmentation affirme au contraire, preuves à l'appui, que les médias ont un effet de distanciation sur les gens (Schulz 1999: 90 ff. Geissler/Pöttker 2006: 21) ²¹.

Depuis les années 70, les migrants sont un objet de discussion au sein de l'opinion publique ; cependant leur place dans les médias suisses est plutôt minime. L'analyse du contenu des reportages sur les migrants en Suisse fait entrevoir une tendance plutôt négative envers eux. Elle se situe dans un contexte assez problématique en arguant de « problème avec les étrangers », « problème avec les requérants d'asile », etc. De même, les métaphores utilisées ont souvent une connotation négative:

²¹Les deux approches peuvent coexister dans la même étude. Dans ce sens, une analyse de l'étude non représentative citée plus haut et qui concernait 35 Albanais en Suisse, démontre que le visionnement simultané de la télévision suisse et albanaise avait un effet négatif sur la confiance dans les institutions. On ne peut pas affirmer la même chose concernant l'utilisation des informations. L'utilisation de la télévision et de la radio en langue allemande allait de pair avec les motivations d'intégration et l'incorporation dans des organisations suisses. Les efforts d'intégration se traduisaient par l'envie d'investir en Suisse, par exemple par l'achat d'un appartement ou d'une maison, ou encore l'acquisition de la citoyenneté suisse

« raz-de-marée », « avalanche », « menace », etc. Le lien est souvent fait avec la criminalité. C'est ainsi que les médias favorisent l'apparition de stéréotypes voir même de préjugés qui au final peuvent conduire à une discrimination sociale (Bonfadelli 2007).

L'état des recherches sur le thème de la représentation des minorités ethniques est situé à la fin de la première décennie de ce siècle et comprend une douzaine d'études. Cette discussion est destinée à montrer que les reportages des médias peuvent être pris en considération en relation avec le statut d'intégration, respectivement l'image des Albanais. En outre, elle illustre la tendance que l'on peut observer dans les rapports des médias. L'une de ces études a été réalisée dans un contexte particulier, à savoir avant une votation importante sur le statut des migrants et l'autre dans laquelle la parole est donnée aux Albanais eux-mêmes.

Les personnes issues des Balkans sont présentées de manière négative dans les médias au plan de leurs contributions sociales. Telle est la conclusion d'une analyse du contenu des médias réalisée avant la votation sur la simplification de la procédure de naturalisation en 2004. Dans les textes retenus pour l'analyse, on a découvert la fabrication d'un stéréotype de jeunes gens « venus des Balkans » donnant l'image de personnes « violentes » ou de « chauffards » et de « machos ». Les femmes apparaissent rarement dans ces rapports, de plus on leur attribuait le plus souvent un rôle de victimes. En résumé, il ressort de l'enquête que les médias diffusaient une image très déformée des migrants et particulièrement négative (Wyssmüller 2004: 121 ff.).

Dix ans auparavant, a été effectuée une enquête quantitative sur les médias suisses qui présentaient les étrangers soit de manière positive dans le contexte sportif et culturel ou sombre, en relation avec l'asile et la criminalité. On a constaté aussi dans les rapports que la vie quotidienne ne jouait pratiquement aucun rôle. Les personnes prises en compte dans l'analyse venaient de l'est, du centre, de l'ouest et du sud de l'Europe. Les personnes qui posaient problème venaient d'ex-Yougoslavie. Les comptes rendus sur les auteurs des délits et responsables de la criminalité citent nommément les Libanais et les Albanais, ainsi que les étrangers et les requérants d'asile en général. Les requérants sont présentés en tant que trafiquants de drogue anonymes et les réfugiés qui cherchent une

protection ne sont pas un thème (Zwingli 1994).

D'une manière générale, les études sur la représentation des migrants dans les médias occultent presque entièrement le quotidien des migrants. On déplore l'absence d'articles relatant une cohabitation harmonieuse au plan local ou régional. Les rapports des médias ne s'intéressent pas aux arrière-plans de la thématique de l'asile. De même, on ne donne pas la parole aux migrants et ils demeurent à l'arrière-fond. Dans ce contexte, l'un des thèmes récurrent est l'islam qui est présenté comme une menace et un phénomène rétrograde. Et les musulmans sont le plus souvent mis en liaison avec l'extrémisme. Il serait nécessaire de mettre davantage en évidence les efforts des migrants. D'autre part, des journalistes étrangers pourraient entrer plus facilement en relation avec les minorités linguistiques et culturelles. Ce qui serait aussi nécessaire, c'est l'existence d'ethno médias qui s'intéresseraient autant aux gens d'ici qu'aux groupes de migrants en vue d'encourager la cohabitation multiculturelle (Bonfadelli 2007: 99).

Vus dans la perspective des Albanais, les rapports des médias font surtout état de ce qui va mal. Sur le fond, ils ont une meilleure opinion des médias suisses que de ceux dans leur langue maternelle, mais pensent aussi qu'ils y sont mal représentés et que leur image dans les médias suisses est faussée. Raison pour laquelle les Albanais interrogés accordent moins de confiance aux médias qu'à d'autres institutions comme la police, la justice, etc. (Shabani 2014).

L'«ETHNISATION» DU POLITIQUE

La crise économique et la crise d'orientation dont il a été question récemment composent deux dimensions d'une crise sociale. La première s'exprime sous la forme d'une baisse du produit national brut et des investissements, ainsi que d'une augmentation du chômage, etc. La crise d'orientation implique une crise identitaire, fondée sur une insécurité par rapport à l'avenir et le comportement à adopter. On considère en général ces crises comme des moments charnières de nature politique, religieuse ou ethnique dans le mouvement d'une société et dans lesquels on entrevoit

la possibilité de mettre en place de nouvelles orientations du fait qu'elles soulèvent de nouveaux thèmes. L'apparition de ces mouvements amène une plus grande tension dans le public. La recherche d'orientation de ces nouveaux mouvements se fonde sur des constructions identitaires recouvertes par une sémantique de l'inconnu. Un tel discours se caractérise par un faible niveau de complexité et de connaissance d'autres sociétés. On donne ainsi une identité à l'inconnu dans le sens où l'on comprend qui on est en sachant qui l'on n'est pas. L'inconnu est totalement mis en question: en le réduisant à un stéréotype on apprend qui on est par le biais de ce que l'on n'est pas. Depuis peu de temps, on la rend davantage responsable de la difficile situation dans laquelle se trouve la société. D'autre part, dans ces phases de crises économiques et identitaires, on assiste à une relecture et une réécriture de l'histoire collective. Un nationalisme, nourri par des mythes fondateurs, des batailles et des «grands personnages», offre ainsi un rempart contre l'insécurité ambiante. Ce type de discours est connu sous le terme de «ethnisation» du politique (Imhof 1994:157 ss; Imhof 1996a: 202 ss).

Cette sémantique de spécification de soi et de l'autre qui définit différemment l'appartenance à la société se développe d'abord au niveau du parlement et des médias, qu'ils soient ou non liés à un parti ou un mouvement. Une analyse de ce processus d'historisation du politique peut être identifié comme un indicateur des périodes de crise d'une société. On constate en outre qu'il s'agit d'un phénomène discontinu. L'«ethnisation» du politique par une sémantique de spécification de l'inconnu est toujours présente; les périodes de crise ne font que l'encourager. Cependant les sémantiques de l'inconnu sont en lien étroit avec les incertitudes face à l'avenir. Les phases «ethnisation» du politique ne correspondent pas forcément au nombre d'étrangers dans la société, elles sont bien plutôt en relation avec le façonnement de l'inconnu dans le contexte de l'insécurité générale (Imhof 1994: 160 ss; Imhof 1996a: 204).

Avant et pendant les périodes de crise, on peut différencier trois formes de l'«ethnisation» du politique: elle se dirige contre une soi-disant minorité, apparaît sous forme de conflits entre majorité et minorité et dans les conflits fondamentaux d'une société. Habituellement, les minorités virtuelles sont définies en tant que groupe «en soi» et non «pour soi».

Dans les grandes lignes, on désigne trois concepts différenciés qui sont soit fondés sur une idéologie populiste, soit sur ce qui est naturel ou avec un arrière-fond religieux. Ce qui prédomine cependant pendant les phases discontinues de l'« ethnisation » du politique, ce sont les sémantiques différenciées de l'idéologie populiste. La «colonisation de la Suisse par les étrangers» a été un thème à succès à différentes périodes de l'évolution du pays. L'objet des sémantiques de spécification du soi et de l'autre dans le cadre de tensions entre majorité et minorité est, par extension, «l'étranger» dans la société – ces minorités ont leurs propres valeurs et se prétendent différentes des normes existantes. A titre d'exemples de telles tensions en Suisse, on citera la lutte pour la culture et le conflit du Jura. Le combat pour la culture s'est aussi joué entre le protestantisme et certaines formes de catholicisme. Ce qui est caractéristique de telles tensions dans une société, c'est qu'elles font souvent appel à une argumentation « allant de soi ». Un conflit fondamental, par contre, implique un plus haut niveau de conflit politique lorsque, par exemple, l'adversaire enfreint le code de loyauté traditionnel. Dans ce cas, les sémantiques de spécification de soi et de l'autre se retournent contre un adversaire intérieur. Et quand les critères de différenciation – race, populisme, religion – ne sont pas là pour stigmatiser l'adversaire politique, cela conduit à une sémantique de la délation que l'on associe ensuite à l'étranger. La «cinquième colonne» est une expression basée sur ce type de discours. Un exemple de ce genre de conflits est la lutte contre les mouvements ouvriers durant la guerre froide lorsque l'on assimilait une idéologie avec l'étranger. L'objet de cette sémantique de la différence n'est, vu sous cet angle d'une crise sociale, pas l'étranger de passage, mais un proche qui aurait tendance à le devenir (Imhof 1994: 163 ss; Imhof 1996a: 207 ss.; Imhof 1996b: 88 ss.). Dans le cadre de ces recherches, une étude a été réalisée sur les rapports des médias suisses concernant la criminalité et qui présente un grand intérêt pour la présente discussion. Elle démontre que sur un long laps de temps – entre 2002 et 2011 – les rapports sur la criminalité parus dans les grands médias suisses ont été largement influencés par les campagnes politiques de l'UDC et la stratégie publicitaire du «Blick». Elle s'appuie en outre largement sur la politisation de la criminalité. L'étude démontre également que la thématization médiatique et politique influençait la

perception de l'insécurité dans la population. Celle-ci s'est largement développée en parallèle avec la puissance des rapports médiatiques et l'action politique (Eisenegger/Ettinger 2012).

Une analyse transversale dans le cadre d'une comparaison entre les rapports des médias et les statistiques criminelles policières pour l'année 2011, démontre que les délits concernant la vie et l'intégrité physique sont largement surreprésentés. Dans le domaine de la criminalité, les journaux de boulevard donnent sans conteste le ton. Déjà dans leurs titres, ils parviennent à donner une exagération suggestive et la mettre en relation avec la situation politique. En voici un exemple déjà cité : «Les Kosovars égorgent un lutteur » (Blick 30.11.2011). Cette catégorie de la presse se distingue par une surreprésentation des délits de meurtre et de violence par rapport aux statistiques criminelles. Dans les journaux gratuits, les rapports se focalisent sur le déroulement d'un drame en occultant complètement le traitement de la justice et les informations complémentaires sur l'évènement. Les rapports sur la criminalité dans les journaux d'abonnés ne se différencient que peu de ceux des journaux gratuits ou de boulevard. On a par exemple remarqué que le Tages Anzeiger indiquait parfois le même profil dans ses rapports sur la criminalité que les journaux gratuits ou de boulevard. Au pro rata, ce journal affiche même une proportion plus grande de rapports sur la criminalité que le journal gratuit 20 Minutes. Concernant les hebdomadaires Weltwoche et Wochenzeitung, on relève une surcharge morale et émotionnelle dans les rapports sur la criminalité; la Weltwoche développe davantage le sujet. Dans les deux médias, l'aspect du trouble de l'ordre public est largement surreprésenté. «Le choix et la forme de la présentation des cas criminels est l'expression d'une vision du monde et d'une ligne rédactionnelle» (ebd: 3).

Sources:

Ausländische Mieter unerwünscht. In: Mieten & Wohnung. Nr. 7, Jh. 20015.

Basler Zeitung (2005): Mit Albanern arbeitet kaum jemand gerne zusammen. 13.02.2015.

Beobachter: 9e édition 2016

OFS (2010): Statistique criminelle policière. Rapp. Ann. 2009. Off. Féd. de la statistique. Neuchâtel.

OFS (2011): Statistique criminelle policière. Rapp. Ann. 2010. Off. Féd. de la statistique. Neuchâtel.

OFS (2012): Statistique criminelle policière. Rapp. Ann. 2011. Off. Féd. de la statistique. Neuchâtel.

OFS (2013): Statistique criminelle policière. Rapp. Ann. 2012. Off. Féd. de la statistique. Neuchâtel.

OFS (2014): Statistique criminelle policière. Rapp. Ann. 2013. Off. Féd. de la statistique. Neuchâtel.

OFS (2015): Statistique criminelle policière. Rapp. Ann. 2014. Off. Féd. de la statistique. Neuchâtel.

OFS (2016): Statistique criminelle policière. Rapp. Ann. 2015. Off. Féd. de la statistique. Neuchâtel.

Bonfadelli, Heinz (2007): Die Darstellung ethnischer Minderheiten in den Massenmedien. In: Bonfadelli, Heinz / Mose, Heinz (Hrsg.): Europa als multikultureller Raum?. Wiesbaden 2007.

Burri Sharani, Barbara / Efionayi-Mäder, Denise/ Hammer, Stephan/ Marco Pecoraro/ Soland, Bernhard / Tsaka, Astrit / Wyssmüller, Chantal (2010): Die kosovarische Bevölkerung in der Schweiz. Bern.

Eisenegger, Mark / Ettinger, Patrik (2012): Qualität der Medien. Kriminalitätsberichterstattung in der Schweizer Presse. Studien 3/2012, Basel.

Fibbi, Rosita / Bülent Kaya / Etienne Piguet (2003). Peter, Afrim oder Mehmet: der Name macht den Unterschied. Neuenburg: Schweizerisches Forum für Migrations- und Bevölkerungsstudien.

- Freitag, Markus (2001): *Das soziale Kapital der Schweiz: vergleichende Einschätzungen zu Aspekten des Vertrauens und der sozialen Einbindung*. In: *Swiss Political Science Review*. 7/(4), S. 87-117.
- Freitag, Markus / Bühlmann, Marc (2005): *Politische Institutionen und die Entwicklung generalisierten Vertrauens. Ein internationaler Vergleich*. In: *Politische Vierteljahresschrift* 46, S. 575-601.
- Fuchs, Daniel (2016): *Raser, Zwangsheirat, Blutrache – das war einmal: Jetzt sind die Kosovaren die Guten*. In: *Aargauer Zeitung*: URL:<http://www.aargauerzeitung.ch/schweiz/raser-zwangsheirat-blutrache-das-war-einmal-jetzt-sind-die-kosovaren-die-guten-130016330> (07.06.2016);
- Le même article en langue albanaise: Tani janë kosovarët të mirët*. URL:<http://www.aargauerzeitung.ch/schweiz/jetzt-sind-die-kosovaren-die-guten-oder-auf-albanisch-tash-jan-kosovart-t-mirt-130148810> (07.06.2016)
- Geissler, Reiner / Pöttker, Horst (2006): *Mediale Integration von Migranten. Ein Problemaufriss*. In: dies. (Hg): *Integration durch Massenmedien – Mass Media-Integration*. Bielefeld, S. 13-44.
- Imhof, Kurt (1994): *Die Ethnisierung des Politischen oder die diskontinuierliche Problematisierung kollektiver Identität*. In: *Jahrbuch für vergleichende Sozialforschung*. S. 157-177.
- Imhof, Kurt (1996): *Die gesellschaftskonstitutive Bedeutung des Fremden und die diskontinuierliche Ethnisierung des Politischen. Zur Problematik der Trendperspektiven in der Gesellschaftstheorie*. In: *Annali di Sociologia/Soziologisches Jahrbuch der Italienisch-deutschen Gesellschaft für Soziologie*.
- Imhof, Kurt (1996): *Die Semantik des Fremden in sozialen Krisenphasen*. In: *Das Fremde in der Gesellschaft: Migration, Ethnizität und Staat*. S. 199-214.
- Maillard, Alain / Leuenberger Ueli (1999). *Les damnés du troisième cercle: les Albanais de la Kosovë en Suisse, 1965–1999*. Genève: Les éditions Metropolis.
- Schader, Basil (2005): *Shqyrtime gjuhësore rreth kontaktit mes shqipes dhe gjermanishtes në Zvicër*. Tiranë.

- Schulz, Winfried (1999): Fernsehen und sozialer Wandel: Untersuchungen zur Integrations- und Fragmentierungsthese. In Wilke, Jürgen (Hg.): Massenmedien und Zeitgeschichte. Schriftenreihe der Deutschen Gesellschaft für Publizistik und Kommunikationswissenschaft 26. Konstanz. S. 90-105.*
- Shabani, Kujtim (2008): Integration, Albaner, Medien. In: Albsuisse. S. 8.*
- Shabani, Kujtim (2014): Albanais du troisième âge en Suisse. Une dignité stoïque. ISEAL, Lausanne 2015.*
- Von Aarburg / Hans-Peter / Gretler, Sarah Barbara (2008). Kosova–Schweiz: Die albanische Arbeits- und Asylmigration zwischen Kosovo und der Schweiz (1964–2000). Münster: LIT-Verlag.*
- Wyssmüller, Chantal (2005). Menschen aus dem Balkan in Schweizer Printmedien: diskursive Konstruktion und (Re-)Produktion von Raum- und Identitätsbildern und deren Bedeutung für soziale Integration. Bern: [s.n.].*
- Zwingli, Marcel (1994): Fremde schwarz auf weiss: Die Ausländerberichterstattung in der Deutschschweizer Presse – eine quantitative Inhaltsanalyse.*

10 Interviews

Par Alain Maillard et Kujtim Shabani

Amina Benkais-Benbrahim

C'EST PAR L'INTEGRATION QU'ON CHANGE L'IMAGE

Amina Benkais-Benbrahim est déléguée à l'intégration du canton de Vaud et cheffe du Bureau cantonal pour l'intégration des étrangers et la prévention du racisme (BCI) depuis 2011. Elle travaillait dans un secteur similaire auparavant dans le canton de Neuchâtel (2002-2010). Elle rencontre régulièrement des représentants des communautés étrangères.

Quelles expériences faites-vous avec la communauté albanaise?

Si je compare les deux cantons, la thématique albanaise était beaucoup moins présente dans le canton de Neuchâtel que dans le canton de Vaud. C'est sûrement lié à la présence numérique et à l'historique migratoire. Pendant les années où j'ai travaillé à Neuchâtel, la communauté albanaise n'était pas demandeuse de collaboration avec les autorités. Nous avions pour pratique de tenir des permanences d'information et de conseil pour les migrants. La diversité d'origine des collaborateurs permettait de drainer des communautés très différentes malgré le fait qu'un collaborateur albanophone était présent dans l'équipe.

Avez-vous une hypothèse explicative?

Peut-être en raison d'un moindre ancrage dans le temps. Dans le canton de Neuchâtel, il faudrait analyser ça de plus près, mais je crois que la communauté s'est constituée surtout au temps des demandes d'asile, dans les années 1990. Il s'agissait d'hommes jeunes et il n'y avait pas de tradition associative. Dans le canton de Vaud, la communauté s'est formée dès les années 1960. Elle s'est construite en plusieurs couches, avec des raisons d'immigration différentes. Elle dispose de structures claires et la collaboration avec le Bureau de l'intégration déjà bien en place quand je suis arrivée en 2011. Les partenaires étaient là, ils avaient une tradition de collaboration avec notre bureau.

Est-ce que l'image des Albanais a souvent été un thème de discussion ?

Je dirais que le souci de l'image est présent chez tous les migrants. Est-il plus fort chez les Albanais que chez d'autres ? En tout cas il est très présent. Chez les Portugais, par exemple, on est surtout dans la problématique de l'intégration professionnelle et de la recherche d'emploi. Chez les Albanais, je pense qu'il reste des traces des années difficiles, les années 1990, quand ils ont souffert de l'image négative des « Yougos ». Il y a eu une volonté de travailler cette image. Mais je pense que c'est en voie d'être dépassé ces dernières années. Dans mes contacts avec les associations, on se dirige plus vers un travail sur l'intégration... et l'image suivra. On focalise moins sur l'image elle-même. Du coup nous avons des projets très diversifiés, pas seulement sur l'image dans les médias par exemple.

Le souci de l'image est-il moins prioritaire parce qu'elle s'est améliorée entre-temps?

La question de l'image est en général liée à la première génération. Après, le temps fait son œuvre. Et puis, une constante dans les thématiques migratoires, c'est que le bouc émissaire est souvent le dernier arrivé. Les Kosovars et autres Albanais ne constituent plus le dernier flux. Et ils ne viennent plus par le biais de l'asile, le couperet est tombé, ils n'y ont plus droit. Ce sont les Musulmans qui occupent maintenant le devant de la scène. C'est vrai que c'est une catégorie large, un package dont la plupart des Albanais font aussi partie, mais je constate qu'ils sont moins ciblés désormais en tant que communauté. On prend d'autres cibles.

Les Albanais commencent à faire partie de ceux qui sont là depuis longtemps. Ils restent plus visibles que les Italiens, qui ont en quelque sorte «fait leurs preuves» et dont nous avons adopté une part de patrimoine, la pizza par exemple. Sur ce plan là, nous n'avons rien récupéré à ma connaissance chez les Albanais. Mais à mon avis, c'est une question de temps. En France, le couscous fait maintenant partie du patrimoine malgré l'islamophobie ambiante. Le couscous «royal» n'existe pas dans les pays arabes...

Vous observez attentivement les médias, qu'y voyez-vous à propos des

Albanais ?

Nous sommes surtout attentifs à la question de la mention de l'origine dans les cas de délits. Les Kosovars y sont souvent cités en tant que tels. Même s'ils sont là depuis plusieurs décennies, les médias croient encore devoir répondre à un besoin de la population en mentionnant leur origine, même si cela met encore de l'huile sur le feu. Je trouve que ce n'est pas nécessaire, surtout quand il s'agit de la deuxième ou troisième génération. Pour des jeunes qui n'ont peut-être plus aucun lien avec leurs pays de provenance, se voir constamment rappeler leur origine renforce la rupture identitaire. Un jeune qui est né ici et qui fait une bêtise la fait en tant que Lausannois, pas en tant que Kosovar.

Vous n'avez donc pas le sentiment que l'image des Kosovars s'est améliorée dans les médias ?

Dans la presse écrite à grand public, honnêtement pas. Malgré leur bonne intégration, on mentionne toujours leur origine. C'est une manière de dire qu'ils restent différents même s'ils sont là depuis longtemps. On renforce ainsi des stéréotypes. Par contre une origine italienne est rarement mentionnée. Cela dit, là où il y a une évolution, c'est qu'on ne parle plus guère des Albanais en bloc, comme on parle aujourd'hui des Syriens ou des Erythréens. On en parle quand il s'agit d'individus liés à une délinquance.

Et dans la population, autour de vous, que percevez-vous comme échos sur les Albanais ?

Les stéréotypes restent négatifs. Ni plus ni moins que pour les Africains, boucs émissaires permanents en tant que minorité visible, ou les Musulmans dans l'islamophobie actuelle. Le terme «Kosovar» surtout est associé à des clichés, et la plupart de gens ne savent pas très bien quel est le lien ou la différence avec «Albanais».

Comment faire alors pour améliorer l'image des Albanais ?

Les clichés ont la vie dure. Ce qui a changé, je trouve, c'est l'attitude de la communauté elle-même, qui a retroussé ses manches et mène des projets précis en vue de l'intégration. C'est comme ça que l'image changera,

plutôt qu'en cherchant à se justifier. Le point d'orgue de cette évolution, cette année, a été la création de l'association des ingénieurs albanais. Le Conseil d'Etat vaudois leur a consacré deux heures et demie!

Pour moi, c'est la démarche la plus juste pour l'image. Ce sont des jeunes qui se sont formés ici et qui se mettent en réseau. On travaille sur du concret. Il y a aussi toutes ces petites entreprises créées par des Albanais en Suisse, ce sont des signes mesurables d'intégration. Tout cela finira par améliorer l'image, mais il faut encore un peu de temps. On est en transition. Les Albanais commencent heureusement à devenir moins intéressants dans l'imaginaire d'un public qui veut se faire peur.

Bashkim Iseni

FAIRE CONNAITRE LA CULTURE ALBANAISE

Bashkim Iseni, 44 ans, dirige depuis 5 ans la plateforme média albinfo.ch. Celle-ci produit des informations en ligne en trois langues, une revue et des émissions de télévision. Arrivé en Suisse en 1989, il a fait des études en sciences politiques grâce au soutien de ses frères, anciens saisonniers dans l'hôtellerie. Auteur d'une thèse à l'Université de Lausanne et d'un livre sur l'identité nationale dans les Balkans, il a mené des recherches sur l'intégration pour l'Université de Neuchâtel.

Qu'ont montré vos recherches sur l'intégration des Albanais en Suisse ?
J'ai fait une étude pour l'Université de Neuchâtel sur les médias et les transformations identitaires des Kosovars en Suisse, puis une autre sur les Bosniens en Suisse (*). Les résultats montrent que l'intégration de ces populations à culture majoritairement musulmane se passe très bien, pour autant qu'il y ait des garde-fous et sans tomber dans la naïveté de croire que tout va bien. C'est un processus qu'il faut accompagner. Mais cela va à l'encontre de toute essentialisation des cultures: il n'y a pas une culture qui soit par définition incompatible avec celle de ce pays, qui doit justement son existence à un enchevêtrement de religions, de cultures et de langues.

Vous vous intéressez aux médias, quelle image donnent-ils des Albanais en Suisse ?

Il y a quelques années, j'ai donné une interview à une journaliste qui a mis en titre : « Cessez de stigmatiser les Kosovars ». C'était après quelques faits divers épouvantables, auxquels les médias avaient attribué des épithètes culturels. Il y avait là une forme de stigmatisation qui pouvait continuer en toute impunité parce que les médias savaient qu'il n'y aurait pas de réactions, de courrier des lecteurs, ça continue d'ailleurs à être le cas. Le phénomène était accentué par une formation politique qui avait cette communauté en ligne de mire.

Et la population albanaise elle-même n'a longtemps pas su se mobiliser

pour défendre son image. C'est en train de changer, des personnes ou des institutions ont été amenées à se rétracter publiquement. Par exemple, il y avait une affiche en albanais à la Coop disant de ne pas toucher aux rouges à lèvres. Une étudiante albanaise a réagi, ça a été relayé par 20 minutes, l'Assemblée des Albanais en Suisse est intervenue et la direction de la Coop s'est excusée. Mais de manière plus générale les Albanais ont aussi eu leur part de responsabilité dans cette image négative.

Quelle responsabilité ?

Celle d'être restés tournés vers leur pays d'origine, et de n'avoir pas fait grand-chose pour mieux faire connaître leur culture, nouer le dialogue, chercher des réseaux, affronter des situations délicates. Ils auraient pu davantage aller voter, s'activer dans la vie sociale suisse, éduquer leurs enfants dans l'idée que la Suisse est leur pays, et non un pays étranger.

Souvent ils ne savaient pas qu'ils resteraient...

Non, effectivement. Mais ils gardaient une distance, et le message public assez violent qui était véhiculé à leur égard y contribuait. Pour moi, il n'y a pas de distinction importante à faire entre les Kosovars et les autres ex-Yougoslaves. Ils font l'objet de perceptions similaires. Les Kosovars sont peut-être davantage touchés parce qu'ils sont plus nombreux en Suisse, mais en gros on retrouve les mêmes stéréotypes sur l'ensemble des migrants d'origine balkanique.

Cette image a-t-elle évolué, et comment ?

Un énorme changement est venu grâce au football. Voir des joueurs au patronyme albanais défendre corps et âme les couleurs de la Suisse, c'est énorme. Le fait que des noms balkaniques figurent dans l'équipe nationale, c'est quelque part une culture qui devient légitime dans ce pays. Il faut des figures emblématiques comme Xherdan Shaqiri. Quand la presse lui fait raconter son parcours depuis son village natal au Kosovo, c'est un changement de perspective. Jusque-là, on avait toujours parlé de l'immigration kosovare en termes de problèmes.

Il est important de se faire connaître pour changer l'image. Nous avons

organisé cette année une exposition à Lausanne appelée « Besa », sur le sauvetage de juifs par des Albanais pendant la guerre. L'impact a été extraordinaire ! J'ai entendu une maman dont l'enfant côtoie des jeunes d'origine albanaise à l'école se dire stupéfaite de découvrir ce pan d'histoire albanaise. J'ai vu les yeux ébahis de mes enfants et d'autres enfants quand le syndic Daniel Brélaz a parlé en bien des Albanais. D'un coup, ils se sentaient beaucoup plus valorisés. C'est important !

L'image des Albanais en Suisse a-t-elle aussi évolué dans les médias ?

La stigmatisation ne se fait plus à la même échelle qu'avant, même si on lit encore des titres assez violents. C'est moins le cas en Suisse romande qu'en Suisse alémanique. Mais les médias ont naturellement tendance à focaliser sur les problèmes. Nous avons publié sur albinfo un papier sur l'Albanais de Macédoine, un ancien sans papiers, qui a organisé tout l'accueil du nouveau conseiller fédéral UDC Guy Parmelin dans le canton de Vaud en deux ou trois jours. C'était un beau symbole de l'intégration, que nous avons proposé à plusieurs médias, aucun ne l'a repris.

On vient souvent nous solliciter comme des croque-morts quand un individu d'origine albanaise a commis un crime, et jamais pour ce qui va bien. Cela façonne le regard sur une communauté. C'est autre chose quand on la considère en termes de potentiel plutôt que de problèmes. Nous essayons quotidiennement à albinfo d'influencer cette image et la perception des Albanais par les Suisses.

Les Albanais eux-mêmes souffrent-ils toujours de ce déficit d'image ?

Oui, énormément. Ils sont sensibles au fait que si un match de l'équipe suisse de football se passe bien, on ne rappelle pas l'origine des joueurs, mais quand ça se passe mal... Il reste un sentiment subjectif que les Suisses n'aiment pas les Albanais. Je suis frappé aussi de voir à quel point l'actualité touchant le Kosovo est peu relayée dans les médias suisses. On en parle quand il y a des gaz lacrymogènes au parlement, mais jamais en bien.

Ne manque-t-il pas de signes visibles positifs qu'on puisse attacher aux

Albanais ? C'est une communauté plutôt mystérieuse pour les Suisses...

Oui, c'est vrai. L'identifiant positif, maintenant, c'est Shaqiri. On manque de restaurants albanais dignes de ce nom. Cela s'explique aussi par le fait que c'est une population provenant de régions rurales au Kosovo ou en Macédoine. Mais il commence à y avoir quelques figures qui émergent, pas seulement dans le sport. Comme la chanteuse Elina Duni, une vraie diva !

Des jeunes Albanais ont lancé le projet Balkans.ch, qui propose des voyages pour mieux connaître la région, pour découvrir les régions montagneuses qui sont magnifiques. C'est une manière de toucher les Suisses ! Le rapprochement passe aussi par les mariages, par la participation à la vie sociale, politique, aux médias dans lesquels il manque encore une figure d'origine albanaise.

C'est vrai que les Suisses ont du mal à cerner cette culture albanaise. Parce que peu d'ambassadeurs ont parlé en son nom. Ce sont aussi des pays qui n'ont pas les moyens de promouvoir leur image. Mais la Suisse heureusement fait un effort pour soutenir des plateformes comme la nôtre, ainsi que l'ISEAL et d'autres associations, ce qui aide à faire connaître une réalité souvent complètement ignorée.

Quelle est selon vous la part de la religion musulmane dans le problème de l'image des Albanais ?

L'étiquette musulmane n'a fait que s'ajouter à une image qui était déjà négative et stéréotypée. Les affiches « Kosovo-Albaner NEIN » ou les titres sur un Albanais qui a égorgé un Suisse ont marqué les esprits. Une image ne se change pas du jour au lendemain. Mais si l'épithète musulman accentue peut-être le problème, c'est à tort ! La Suisse a une chance inouïe d'avoir une population musulmane balkanique dont le rapport à la religion est pragmatique et intelligent. C'est un islam qui a vécu des siècles avec le christianisme. Les Albanais ont su gérer avec droiture leur pluralité religieuse. Ils fêtent ensemble l'Aïd et Noël. La religion est beaucoup moins un référent identitaire central que pour les autres populations musulmanes.

Je suis persuadé que les Suisses auraient voté autrement sur les minarets s'ils avaient eu la chance de voir des albanophones, dans des émissions-

phares, parler de leur rapport à la religion, qui est tout à fait similaire à celui des Suisses. Son islam est d'école hannéfite, libéral, il prône de s'adapter au contexte local. Allez à Tirana, c'est une ville qui a des leçons à donner sur la manière de vivre sa pluralité en parfaite harmonie. Comment sont gérés les mariages mixtes, c'est fabuleux ! La religion n'est pas là pour alimenter des conflits, au contraire.

En conclusion, où en est-on selon vous dans l'évolution de l'image ?

Le changement est notoire et finalement assez rapide, mais il est tardif. Nous avons du temps à rattraper pour mieux nous retrouver entre Suisses dits de souche, d'autres origines ou d'origine albanaise. Les nouvelles générations de Suisses d'origine albanaise sont encore assez mal à l'aise avec leur culture. Ils ont tendance à esquiver, à cacher ce background à l'école ou ailleurs. Il reste à positiver ce bagage, à le voir comme un atout. Afin de mieux s'intégrer en Suisse, sans frustration identitaire. Pour moi c'est cela la vraie, la belle intégration. Que Berisha devienne un nom suisse et crée une généalogie de Suisses. Comme c'est le cas pour des noms italiens.

La Suisse a cette capacité d'accueillir les gens en mettant à leur disposition l'ascenseur social. Mais sur le plan culturel, il y a encore tout un travail à faire. Oui, le changement est en cours, on est en plein décollage, mais il faut encore mettre du carburant pour arriver sur orbite. Ça se passe bien aujourd'hui dans le football, mais il faut que ça se passe bien dans d'autres domaines aussi.

Basil Schader

CETTE EVOLUTION VA SE POURSUIVRE COMME CELA A ETE LE CAS POUR D'AUTRES GROUPES D'IMMIGRES

Prof.Dr Basil Schader, professeur à l'HEP de Zurich, dirigeant de la section « l'allemand comme deuxième langue », doctorats en germanistique et en albanologie, auteur de divers livres et articles scolaires, didactiques et scientifiques

Comment pourrait-on décrire l'image des Albanais en Suisse ?

C'est là une question très générale. J'aimerais la différencier de la manière suivante : quelles franges de la population suisse ont quelle image de quels groupes d'Albanais et d'Albanaises ? Et la réponse – également très simplifiée – serait peut-être: dans la perspective des milieux populistes et de la presse de droite, l'image des Albanais, en général focalisée sur des jeunes devenus criminels, est plutôt négative. Dans les milieux mieux informés avec une pensée plus différenciée, il en va autrement : on est plus prudent et les Albanais et Albanaises ne sont pas mis dans le même tas et considérés en tant que groupe homogène, ce qui serait une absurdité.

Quels sont alors les facteurs qui influencent l'image de prestige d'un groupe?

Voilà aussi une question assez fondamentale! Je vais en retirer un aspect qui concerne aussi les Albanais et Albanaises et que l'on retrouve souvent. J'entends par là le rôle de bouc émissaire ou de l'image du groupe qui lui est donnée en Suisse (certainement aussi dans d'autres pays d'immigration) et donc qui étiquette un groupe. Dans les années 1960, c'étaient les Italiens qui étaient présentés comme bruyants et dangereux pour nos femmes. Ensuite ce furent les Yougoslaves (ceux que l'on appelait les « Yougos ») qui devinrent les nouveaux boucs émissaires et finalement les Albanais auxquels on a collé des clichés tels que « disposés à la violence», « comportement déviant », « chauffards », etc. Actuellement, ce rôle se déplace probablement sur les immigrés africains et plus particulièrement sur les jeunes réfugiés nord africains. Cette nouvelle vague de migration

d'un côté et la meilleure intégration des Albanais et Albanaises de l'autre (pas en dernier ressort en raison de leurs prestations dans le football suisse!) conduit probablement à un changement de prestige des Albanais même dans les milieux moins différenciés. Ce qui est intéressant à relever ce sont les diverses demandes que m'ont faites des journalistes sur le thème « Albanais bien intégrés » : ce changement de rôle des Albanais de bouc émissaire à personne bien intégrée a apparemment sauté aux yeux de la presse dans le contexte de cette nouvelle vague d'immigration et si l'on tient compte de la petite minorité que représente la population albanaise - 200'000 – 250'000 personnes - on peut se poser des questions sur ces clichés négatifs.

Avez-vous une hypothèse pour expliquer cette mauvaise image des Albanais?

L'image négative d'autrefois a été largement diffusée par une propagande populiste de droite et relayée par la presse. Elle nourrissait le besoin de toutes les couches de la population en modèles simples, en clichés, en explication de modèles de comportement. Ces milieux trouvaient leur source dans les rapports sur des Albanais devenus suspects et posant des problèmes d'intégration, sans connaître les causes et les implications que l'on ne prenait pas la peine d'étudier.

En ce qui concerne l'amélioration actuelle de l'image et du prestige des Albanais, il faut y voir d'une part le déplacement du rôle de bouc émissaire et d'épouvantail sur les nouveaux migrants africains, mais surtout l'excellente intégration d'une très grande partie de la communauté albanaise dont beaucoup possèdent entre-temps la nationalité suisse.

Dans quelle mesure les Albanais ont-ils contribué par leur propre attitude à ce prestige négatif?

Abstraction faite des délits commis par une petite minorité d'Albanais et fortement montés en épingle dans les médias, il y a des différences culturelles qui peuvent devenir problématiques suivant comme elles sont perçues. Je citerais par exemple l'appartenance religieuse de la majorité des Albanais à l'islam qui dans le contexte actuel de l'islamophobie peut conduire à certains préjugés, même si les Albanais sont par tradition

très tolérants en ce qui concerne le religieux. Ou encore, pour citer un deuxième point, on pourrait parler des femmes albanaises vêtues de manière très traditionnelle et qui après 20 ans passés en Suisse ne parlent pratiquement pas l'allemand, étant donné qu'elles fréquentent presque exclusivement les milieux albanais et les membres de la famille. Que les jeunes albanais aient des comportements plus turbulents que les jeunes autochtones consisterait en un troisième point qui serait du domaine des clichés et qu'aucune statistique ou recherche sérieuse ne serait en mesure de justifier.

Dans tout cela il n'en demeure pas moins que les Albanais et Albanaises (tout comme les Suisses et les Suissesses et tous les autres groupes) peuvent contribuer par eux-mêmes à une meilleure perception de leur image et c'est ce qu'ils ont déjà fait. Il convient cependant de se poser la question de savoir quels efforts d'intégration peuvent et doivent être faits en fonction d'un certain arrière-plan (par exemple la fréquentation de cours d'allemand ou la coopération avec le système scolaire suisse) et qui a besoin d'un soutien et d'une aide justifiés.

Dans quels domaines précisément peut-on voir l'amélioration du statut d'intégration des Albanais en Suisse – dans le fait que des gens fassent carrière, obtiennent des promotions... - cela provient-il des médias ou de la réalité directe ?

Je pense que beaucoup de gens le constatent dans la réalité. Bien sûr il y a aussi ces articles de journaux et quelques statistiques, mais ce que je trouve le plus important c'est le regard authentique sur le quotidien. Dans les hôpitaux, dans le commerce, aux guichets des gares et de la poste, dans des postes à responsabilité dans les entreprises les plus diverses, on trouve de plus en plus d'Albanais, de même dans les hautes écoles où l'on voit aussi de plus en plus d'étudiants albanais. Cette évolution va évidemment se poursuivre comme cela a été le cas pour les Italiens et d'autres groupes d'immigrés. Mon seul souci est que beaucoup de jeunes Albanais et Albanaises perdent de vue et oublient leurs racines et leur potentiel albanais. Cela se voit par exemple de manière dramatique dans les faibles connaissances de la langue écrite et des compétences en matière littéraire de personnes de la deuxième ou troisième génération

qui par ailleurs poursuivent de très belles carrières, ou encore dans le pourcentage scandaleusement bas des enfants et des adolescents albanais qui suivent l'enseignement de la langue d'origine. Si l'assimilation est le prix à payer pour l'intégration ce serait un tragique malentendu. La tradition pluriculturelle de la Suisse implique que les personnes issues de différents horizons amènent avec elles leurs ressources et leur potentiel et continuent à les entretenir.

L'image des Albanais a-t-elle souvent été un objet de discussion dans votre quotidien – professionnel ou privé?

Non, cela n'a jamais été un thème central. Dans le cadre de mon engagement professionnel et extra professionnel, s'est essentiellement posée la question de savoir ce que nous pouvions faire dans le sens d'une meilleure intégration des enfants et des jeunes albanais, en particulier quel soutien nous pouvions apporter au niveau de l'enseignement de la langue albanaise d'origine, des outils d'enseignement, etc.

Quelles sont vos expériences personnelles avec la communauté albanaise en Suisse?

Au bout du compte, je n'ai fait que de bonnes expériences. Le fait que je parle l'albanais n'y est bien sûr pas étranger. Cela fait plaisir aux gens et fait que je suis accepté et apprécié. De mon côté, j'apprécie beaucoup les Albanais-es. Il va de soi que le contact n'est pas toujours spontané et immédiat, mais c'est normal. Par ailleurs, il y a des Albanais-es dont je me sens plus proche de par les intérêts et l'éducation, mais cela n'influence en rien la cordialité et la proximité de la fréquentation.

Claudio Bolzman

JE SUIS FRAPPE PAR LE DYNAMISME DE CETTE COMMUNAUTE

Prof. Dr Claudio Bolzman est sociologue à la Haute Ecole spécialisée de Suisse occidentale (HES-SO) et à l'Université de Genève, spécialisé dans les questions de migration et de parcours de vie. Il a publié, entre autres, un livre en 2003 montrant que les enfants espagnols ou italiens de deuxième génération réussissent bien à l'école.

De quelle manière avez-vous été confronté à la question de l'image des Albanais en Suisse?

A la fois par la lecture de la presse et par des recherches de collègues, notamment sur la discrimination des Albanais (qu'ils viennent du Kosovo, de Macédoine ou d'ailleurs) sur le marché du travail et dans la recherche de places d'apprentissage. J'ai dirigé divers travaux d'étudiants albanophones: mémoires de licence ou de master, thèses de doctorat. J'ai supervisé une étude sur les personnes âgées d'origine albanaise en Suisse, et nous avons une recherche en cours sur les trajectoires d'enfants aux parents albanais et leur transition à la vie adulte. Par ailleurs, je suis régulièrement en contact aussi avec les associations albanaises, l'UPA, l'ISEAL, albinfo.

Quel est votre avis personnel sur cette image?

Peut-on parler d'une image, ou y a-t-il de multiples images ? Il y a bien sûr une image dominante, véhiculée par les médias, d'une communauté qui a plutôt des difficultés d'intégration. Mais ce n'est pas la seule image existante. Les médias véhiculent aussi une image positive par le sport.

Sur la base de mes recherches et celles de mes collègues, je vois bien que la première image ne correspond pas à la réalité. Il est impressionnant de voir le nombre d'entrepreneurs dans la communauté albanaise, ainsi que le nombre de jeunes qui suivent des études universitaires ou des formations professionnelles. Cela dit, il reste des préjugés qui ont des effets concrets sur les trajectoires personnelles. Une certaine discrimination se manifeste déjà à l'école, puis à l'entrée sur le marché du travail ou dans des places d'apprentissage.

Si on compare la communauté albanophone avec d'autres communautés

arrivées en Suisse à la même époque, c'est l'une des plus différenciées dans les trajectoires de ses membres. Les parents ont des formations beaucoup plus variées que dans les communautés turque ou portugaise. Beaucoup de migrants albanophones ont reçu une formation secondaire ou même universitaire. Toutefois une partie d'entre eux ne trouvent pas un travail qui correspond à leur formation. Ils sont ouvriers en Suisse alors qu'ils ont peut-être suivi une formation d'employés ou une formation tertiaire. Cela s'explique par une difficulté à faire reconnaître leurs diplômes, ou parfois par une difficulté personnelle à se recycler, mais aussi par une certaine discrimination sur le marché du travail.

Cette diversité a-t-elle des effets sur la génération suivante ?

Si on compare les trajectoires scolaires, les enfants albanophones, comme les portugais ou les turcs, sont surreprésentés dans les filières courtes à l'issue de la scolarité obligatoire, dans les solutions de transition ou même chez ceux qui ne suivent aucune formation. Mais à la différence des Turcs ou des Portugais, les albanophones sont aussi surreprésentés chez ceux qui parviennent à une formation tertiaire alors qu'ils se trouvent dans des filières à exigences élémentaires ou étendues à la fin de la scolarité obligatoire. Ils y sont même proportionnellement plus nombreux que les Suisses.

Ce signe d'une bonne intégration, avez-vous le sentiment qu'on la perçoit dans l'opinion ?

Malheureusement pas assez, si ce n'est dans ses manifestations les plus visibles, telles que les joueurs de football suisses d'origine albanaise. On ne perçoit guère qu'en fait, la communauté albanaise est représentée à tous les niveaux professionnels de la société suisse. On se focalise davantage sur les problèmes que sur les réussites. A mon avis, il existe encore un décalage d'image. La communauté albanaise fait elle-même un effort assez important pour donner une meilleure image d'elle-même, mais les associations actives n'arrivent pas à toucher le public autant que les médias ou les partis politiques.

Pensez-vous les joueurs de football ont joué un rôle important en termes

d'image?

Leur présence est bénéfique, mais ça reste quelque chose de fragile. Lorsque la Nati gagne, l'image progresse, et dès que l'équipe baisse de régime, on va se rappeler davantage de leur origine albanaise. C'était pareil pour Kubilay Türkyilmaz, dans les années 1990: quand la Suisse gagnait c'était le Suisse Türkyilmaz, quand il faisait un mauvais match, c'était le joueur d'origine turque qui n'avait pas été à la hauteur.

A vous entendre, les médias jouent un rôle très important dans la formation de l'opinion, et ils ne jouent pas un rôle très favorable en ce qui concerne les Albanais en Suisse...

Il est clair que dans une société nationale, trop large pour que les gens se connaissent et discutent entre eux, les médias jouent un rôle central dans ce qu'on appelle la création d'une communauté imaginaire. Ce sont des médiateurs par lesquels se construisent des images communes, une «opinion publique». Je ne mettrais pas tous les médias dans le même sac, mais ceux qui s'attachent aux faits divers ne transmettent pas l'information qu'une communauté est bien intégrée.

Dans une étude réalisée pour l'Office des migrations et publiée en 2010, il est fait état de l'image très négative des Kosovars dans les années 1990, liée à la délinquance, au trafic de drogue, aux chauffards «yougos» sur les routes. N'y a-t-il pas quand même une évolution depuis ces années-là ?

On parle moins d'eux parce qu'à chaque génération, un nouveau groupe de migrants remplace le souffre-douleur précédent dans l'opinion. Le sociologue Norbert Elias distingue les établis et les outsiders. Les Kosovars passent progressivement du côté des établis. Ils ont largement laissé la place d'outsiders, mais pas complètement, à de nouvelles catégories de migrants et demandeurs d'asile.

Pour que leur image devienne positive, ne manque-t-il pas un identifiant positif, rôle qu'ont pu jouer les pizzerias pour les Italiens?

Les Albanais ont une excellente cuisine, on la découvre quand ils organisent des fêtes. Et il y a beaucoup d'autres éléments positifs dans leur culture. Pourquoi n'ont-ils pas réussi à la vendre comme les Italiens

ou les Espagnols? C'est une bonne question et un peu une énigme.

N'y a-t-il pas une forme de mystère albanais ? Peu de Suisses savent qui ils sont...

Sans doute la communauté a-t-elle eu trop tendance à se protéger, à ne pas trop se montrer pendant quelque temps, son identité ayant été longtemps menacée. Cela s'est manifesté notamment par l'endogamie, la volonté que les enfants se marient à l'intérieur de la communauté.

Davantage que dans d'autres communautés immigrées ?

Oui. Et pour le moment ça reste fort. Mais je pense que la méfiance identitaire s'apaise et ça va changer à l'avenir. En attendant, cette forte endogamie n'a pas permis de diffuser leur culture auprès d'autres secteurs de la société autant que chez les Italiens ou les Espagnols.

Cela dit, je suis frappé par le dynamisme de cette communauté. Plus que d'autres, elle montre actuellement un certain besoin et une réelle volonté de se montrer. C'est unique d'effectuer autant de recherches et de reportages sur elle-même. Ou d'avoir créé autant d'associations comme l'ISEAL, l'UPA, albinfo. Des élus politiques suisses connus figurent dans les comités de ces associations, ce qui est très positif parce que le monde politique joue lui aussi un rôle très important dans la formation de l'opinion.

A mon avis, les premières images d'une rencontre restent souvent figées pendant longtemps et influencent le regard par la suite. L'arrivée soudaine de dizaines de milliers de Kosovars en Suisse a provoqué une visibilité extrême de cette communauté au moment où elle éprouvait les difficultés d'intégration, comme tout nouvel arrivant qui ne connaît pas bien la Suisse.

Même si la communauté a maintenant beaucoup changé et s'est mieux intégrée, ces images difficiles de départ sont restées. Elles passeront avec le temps. Pour les Italiens et les Espagnols aussi, il a fallu du temps. Et quand de nouvelles migrations sont venues leur succéder, ils sont apparus comme de meilleurs migrants parce qu'ils étaient là depuis longtemps.

Paie-t-on donc encore le prix de cette mauvaise image de départ ?

Les choses malheureusement ne vont jamais trop vite. L'image s'améliore, c'est en bonne voie, mais il faut du temps. Ce qui à mon avis a changé la donne et favorisé une meilleure intégration, c'est l'indépendance du Kosovo. Jusque-là beaucoup d'Albanais entretenaient l'idée qu'ils allaient y retourner pour y faire leur vie. Après l'indépendance, la mythologie du retour a largement disparu. Ils se sont rendu compte que ce serait bien plus difficile qu'ils ne l'avaient imaginé, que leur pays était dans une situation trop difficile. Ils ont alors fait un effort accru d'intégration. Ils ont encouragé leurs enfants à faire de bonnes études ou à trouver un travail satisfaisant. Je discute avec beaucoup d'Albanais, ils me disent qu'ils auraient aimé faire des affaires au Kosovo ou y retourner, mais que c'est très compliqué, alors ils vont refaire leur vie ici. C'est un discours nouveau.

Etienne Piguet

LES GENS AIMENT LES CLICHES

Prof. Dr Etienne Piguet est professeur de géographie à l'Université de Neuchâtel et vice-président de la Commission fédérale des migrations. Etienne Piguet observe depuis plus de vingt ans les flux et les politiques migratoires.

Monsieur Piguet, comment décririez-vous l'image des Albanais en Suisse?

De mon point de vue, - qui ne s'appuie malheureusement pas sur des observations scientifiques - nous nous trouvons en face d'un cas classique de transformation progressive d'une image dans le temps.

Il y a eu tout d'abord une première phase d'émigration albanaise, principalement issue du Kosovo, qui était caractérisée par une absence de transparence. Il s'agissait de travailleurs, principalement des hommes qui étaient recrutés par la Suisse. Cela on l'a presque oublié. Peu après la fin de la deuxième guerre mondiale, est intervenu un recrutement de forces de travail venues d'Italie. Lorsque cette source a été épuisée, on a fait venir dans le pays des espagnols, puis des portugais et des gens d'ex-Yougoslavie. Le Kosovo était une région importante dans les années 80, mais aussi auparavant. Cette main-d'œuvre était très utile pour l'économie suisse. Elle était flexible et disposée à exécuter les tâches les plus rudes. Ces contingents cependant n'étaient guère visibles car il s'agissait avant tout d'hommes sans famille. On ne remarquait presque pas leur existence. Lorsque le développement économique a connu un frein, certains d'entre eux ont dû quitter la Suisse. Cela a été le cas dans les années 1970, mais aussi au début des années 1990. Dans ces périodes, le quota d'immigration a été négatif durant plusieurs années. Cela signifie que nombre de ceux qui perdaient leur travail devaient rentrer chez eux. C'était la conséquence du traditionnel modèle suisse qui n'était pas forcément très humain.

Vint ensuite le célèbre modèle des trois cercles et la Yougoslavie fut considérée en tant que pays de recrutement traditionnel. C'est alors qu'ont débuté les troubles politiques en Yougoslavie; tout d'abord dans le

nord du pays, puis dans le sud de la fédération. En 1991, la confédération suisse déclarait que la Yougoslavie ne faisait plus partie des pays de recrutement traditionnels. C'est là un moment important, car ensuite, il devenait difficile pour des personnes du Kosovo de venir en Suisse en tant que travailleurs. Dès ce moment les demandes d'asile se sont multipliées; bien sûr aussi en raison de la situation politique dans le pays. C'est alors qu'est apparu un autre visage des Albanais ; ce n'étaient plus les travailleurs invisibles d'avant, mais des réfugiés. On oublie souvent que les raisons qui poussaient tant de personnes du Kosovo à chercher asile en Suisse se trouvaient dans les cercles des connaissances et familles qui vivaient déjà en Suisse.

Il y a eu des phases où les Albanais étaient considérés en tant que réfugiés, mais par la suite ont surgi les problèmes liés au trafic de drogue. Dans les années 1990, il y a eu une péjoration de l'image des Albanais en Suisse. Il y a eu une période d'éclaircie dans la manière de voir les Albanais entre 1999 et 2000 au moment de l'épuration ethnique et les déportations. Cela s'est exprimé dans une forme de compréhension de leur présence en Suisse. Cela n'a pas duré très longtemps, mais cela a tout de même marqué un virage au niveau de la perception des Albanais en Suisse.

Les difficultés ont refait surface au cours des années 2000. Il s'agissait d'un nouveau virage, car avec la négociation avec l'UE sur la libre circulation des personnes, il devenait encore plus difficile pour des personnes du Kosovo de venir en Suisse. De la sorte, ils n'étaient plus sous le feu des projecteurs de l'opinion publique. Egalement parce qu'entre-temps, ils s'étaient intégrés dans la société. Dans certains domaines, ils étaient considérés comme d'excellents travailleurs. Pourtant dans de nombreux milieux de la société suisse, prédomine encore l'image des Albanais des années 1990, à savoir celle de réfugiés, de marchands de drogue, etc. Selon moi, la plus grande part des Albanais est cependant acceptée. Aujourd'hui, ce sont les noirs africains, les musulmans que l'on regarde avec méfiance. De fait, surtout les musulmans représentants d'un islam conservateur, ce qui est rarement le cas des musulmans Albanais.

En suivant votre description de l'évolution de la migration albanaise

en Suisse, l'image des Albanais n'est ni noire ni blanche mais plutôt grise...

Oui. Il y a eu des périodes sombres et des périodes plus claires. Je suis optimiste. La tendance va dans une bonne direction.

En ce qui concerne l'image négative, les Albanais ont surtout été catalogués en tant que trafiquants de drogue. Il a aussi été question d'abus des prestations sociales... Que reste-t-il encore de cette image négative? A mon point de vue, lorsque l'on considère l'ensemble des débats sur l'immigration en Suisse, demeure surtout le reproche des abus vis-à-vis des prestations sociales. Et c'est très sévère. De mon côté, j'ai constaté dans les années 1990 une assimilation très forte entre Albanais et trafic de drogue. Aujourd'hui ce n'est plus le cas. Cette spécificité est plutôt mise sur le dos des noirs africains. Les abus au niveau des prestations sociales sont en général imputés à l'ensemble des demandeurs d'asile. Et bien sûr, beaucoup de demandeurs d'asile étaient à l'époque des Albanais du Kosovo. C'est là qu'on peut trouver le fondement de cet amalgame. Il y a même eu une explication ethnique pour justifier ce lien entre l'identité albanaise, les délits et le trafic de drogue. L'idée circulait que les Albanais vivaient dans des cercles culturels avec des structures de clans, ce qui offrait les conditions de base pour l'existence d'une mafia. C'est très simpliste, mais cela permettait un raccourci idéal pour une explication simple : Albanais-clans-mafia-traffic de drogue - et cela fonctionnait. Il se peut bien sûr que la perception de cette communauté soit différente d'une région à l'autre.

Avez-vous une explication ou une hypothèse, pour expliquer comment on en est arrivé à cette image ?

Il y a eu plusieurs facteurs qui ont joué en même temps. Dans les années 1960, au début de l'immigration italienne, il a beaucoup été question d'une distance culturelle. D'abord sont venus des gens du nord et ensuite du sud. Lorsque ces derniers sont arrivés, on a insisté sur le fait qu'ils avaient d'autres habitudes de vie: un autre rapport aux femmes, une autre manière de se nourrir... Cette notion de distance culturelle a aussi été mise en action dans la manière de voir les Albanais dans les années 1990. La différence avec avant, est qu'à cette époque-là il n'y avait pas de

chômage. Il n'y avait pas de problème pour trouver une place de travail. Et si l'on ne trouvait pas de place de travail, on devait quitter le pays. Dans les années 1990, il y avait davantage de chômage – ce qui n'était pas le cas du temps des immigrés italiens – et il n'était pas possible de renvoyer les requérants d'asile. Il faut aussi relever qu'à cette époque le trafic de drogue n'était pas encore d'actualité. C'est de cette façon qu'une communauté problématique du point de vue culturel et légal a été identifiée. Cette association avec la mafia aurait évidemment aussi été possible avec les italiens du sud. Mais à cette époque il manquait juste le chômage et le trafic de drogue.

Ces associations proviennent tout de même des expériences faites par les citoyens avec la communauté albanaise, non? Quels sont les mécanismes qui conduisent à cette appréciation ?

Afin de reconstituer le développement d'une telle réputation, il faut un certain nombre de cas problématiques. Et il suffit que quelques-uns de ces cas problématiques paraissent dans les médias pour que les gens en parlent. Ou alors ce sont des témoignages de désagréments sur la voie publique et la généralisation se met en train. Le même phénomène se produit concernant les abus du réseau social. Il suffit du reportage d'un cas dans le « Blick » pour que l'on pense tout de suite que tous ceux qui ont ces caractéristiques ont la même tendance. Les gens aiment les clichés.

La thèse disant que les médias ont beaucoup contribué à une mauvaise réputation de communautés d'immigrés est largement répandue... Pensez-vous aussi que la manière de présenter les Albanais en Suisse était et est encore tendancieuse?

C'est clair que les médias jouent un rôle. Mais je pense que les médias en Suisse communiquent de manière différenciée. Il y a bien sûr les journaux de boulevard comme le «Blick» ou «Le Matin», mais il n'y a pas de comparaison avec ce que l'on peut observer en Angleterre par exemple. Là-bas, le niveau du journalisme de boulevard est nettement plus bas qu'en Suisse.

Je dirais que les autorités jouent aussi un rôle dans ce contexte. Il y a eu par exemple trop souvent un manque de clarté dans leurs discours

sur les vrais et les faux réfugiés. En 1991, lorsque la Yougoslavie a été rétrogradée dans le troisième cercle, le discours était principalement axé sur une trop grande différence culturelle. En tous les cas, je ne rendrais pas les médias responsables de tous les maux.

A cela s'ajoute l'apparition d'un segment de la société défavorisée qui apporte avec elle ses traumatismes...

Les raisons d'une immigration sont évidemment très différentes. On attend d'un groupe d'immigration un discours commun et une structuration avec des porte-parole. Il est clair qu'après une guerre civile une société est divisée. C'est là une réalité difficile à comprendre pour les pays d'accueil.

Au cours de ces derniers mois il y eu dans les médias alémaniques plusieurs articles qui louaient les efforts d'intégration des Albanais en Suisse. Un de ces rapports positifs sur les Albanais en Suisse vous a-t-il particulièrement marqué?

Oui, c'est certain. Premièrement parce que cela correspond à la réalité. La migration albanaise doit être différenciée – nous en sommes maintenant à la deuxième génération. Et en Suisse cela se passe en général très bien avec la deuxième génération. Nous avons des études sur les Italiens, les Espagnols... et aussi sur les Albanais. Elles démontrent que les enfants s'en sortent mieux que leurs parents. Cela semble aller de soi, mais pour un groupe de migrants c'est un succès. Dans d'autres pays comme la France et les Pays-Bas, les choses ne se déroulent pas forcément de la même manière et il ne va pas soi que les enfants s'en sortent mieux que les parents. Les parents sont venus en tant que travailleurs et les enfants sont au chômage. En Suisse, nous avons la chance que le marché du travail soit ouvert et que la deuxième génération ait la possibilité de saisir sa chance. Les écoles ne sont pas divisées en « bonnes » ou « mauvaises », et presque tout le monde fréquente les mêmes écoles. Il appartient aux élèves d'en tirer le maximum. Les médias l'ont constaté. Cela a donc à faire avec la réalité et la bonne volonté des médias que l'on ne peut pas toujours taxer d'être proches des migrants parce qu'ils parlent trop souvent des délits. Ceux-ci aimeraient être traités d'égal à égal en

témoignant de leurs succès. Et ces succès sont une réalité et ce sont de bons exemples pour l'avenir.

Quelles sont vos expériences avec la communauté albanaise en Suisse – que ce soit sur le plan professionnel ou privé?

J'ai des contacts avec des intellectuels qui sont pour certains depuis longtemps en Suisse. Il existe une couche de population albanaise issue du Kosovo ou d'Albanie et qu'il convient de différencier. Cela n'est pas le cas dans les autres groupes de migrants en Suisse. Nous espérons dans l'avenir avoir davantage d'étudiants d'origine albanaise dans notre université. Il faut dire que la deuxième génération albanaise est encore très jeune... Ce qui fait que je n'ai pas encore beaucoup d'étudiants albanais, mais il y en a.

J'en connais aussi plusieurs qui travaillent dans la restauration; mais ils ne peuvent pas être identifiés en tant qu'Albanais. Les Tamouls du Sri Lanka sont venus en Suisse en même temps que les Albanais. Ils sont facilement identifiables en tant qu'étrangers. Ils sont aussi moins nombreux en Suisse. Il y a aussi moins de mariages mixtes.

L'image des Albanais est-elle ou a-t-elle été un thème dans votre milieu?

Pas vraiment. Je m'intéresse aux questions liées à la migration, pas spécifiquement avec l'identité, la communauté et l'intégration, mais davantage avec l'évolution démographique. J'ai cependant fait une expérience intéressante et qui est très importante. Peut-être que je suis parfois trop optimiste dans mes déclarations, mais quand il s'agit de discrimination au plan du marché du travail, je pense qu'il y a encore passablement de choses à améliorer. Car à ce niveau il existe encore une forte discrimination envers les gens qui portent un nom albanais.

En 2003, nous avons réalisé une étude qui s'intitulait «Nomen est omen: quand s'appeler Pierre, Afrim ou Mehmet fait la différence». Nous avons envoyé des dossiers de candidature de personnes fictives avec le même profil. Nous avons ainsi la possibilité d'identifier combien de réponses nous parviendraient avec des noms à consonance suisse et combien à consonance portugaise... et albanaise. Le résultat: pour une invitation à

un entretien d'embauche, un Suisse avait besoin de trois candidatures; pour un candidat avec un nom albanais il fallait au moins trois plus de candidatures.

C'était là un problème qui était ignoré. Notre étude était la première qui mettait l'accent sur ce problème. J'espère qu'entre-temps la situation des Albanais s'est améliorée sur le marché du travail, même s'il est difficile de la combattre. Cela peut avoir à faire avec une xénophobie pure et simple, mais pas forcément. Il y a aussi ces situations où l'on reçoit 50 dossiers de candidature et où il faut prendre une décision rapidement. On écarte alors automatiquement les candidats qui ne correspondent pas aux standards; par exemple les candidats qui n'ont pas un nom suisse, etc.

Au final, l'image globale des Albanais en Suisse est meilleure qu'auparavant, mais il existe encore une discrimination et des difficultés semblables.

Qu'est-ce qui doit être fait pour améliorer les choses?

La société suisse doit avant tout réaliser que la discrimination existe. Il faut en parler. La question est de savoir si l'on veut en tenir compte, ou si l'on veut seulement la thématiser, en discuter et voir venir. Je ne sais pas s'il faut introduire une loi anti-discrimination. Une telle loi existe par exemple en Grande Bretagne qui permet de se plaindre en cas de discrimination. Il y a le pour, mais cela peut aussi être contre-productif.

Du côté des groupes de migrants, il convient de mettre en avant des personnalités et des histoires à succès dont on ne connaît pas les racines albanaises. Cela démontre que des personnes sont capables et qu'il n'y a pas de raison à une discrimination.

Martine Brunshawig Graf

IL EXISTE UNE BONNE REPUTATION ET UNE MOINS BONNE REPUTATION

Martine Brunshawig Graf est présidente de la Commission contre le racisme (CFR), femme politique suisse, membre du Parti libéral-radical (PLR), Conseillère d'Etat à Genève de 1993 à 2005, Conseillère nationale de 2003 à 2011

Comment décririez-vous l'image des Albanais en Suisse?

Elle est très différenciée: il existe une bonne réputation et une moins bonne réputation. Il y a des personnes très bien intégrées et des Albanais suisses qui délivrent une image très positive. L'équipe nationale de football est un très bon exemple pour la jeunesse. Ensuite, il y a les délits qui par ailleurs ne concernent pas uniquement la communauté albanaise et qui conduisent à une généralisation des cas. Ce n'est pas mon opinion, c'est une constatation. On s'aperçoit très vite que violence et Albanais sont liés dans la tête des gens. Même si c'est sans fondement, car il y a aussi des problèmes avec d'autres communautés et avec des Suisses eux-mêmes. Mais malheureusement c'est ainsi.

Je dirais encore, et c'est là quelque chose de nouveau pour moi, les Albanais sont plus impliqués au niveau d'une radicalisation dans une direction religieuse. Je n'en connais pas l'importance car la communauté en parle rarement. On peut voir le danger que les jeunes Albanais se dirigent vers une radicalisation. Ce n'est pas exactement pareil que dans d'autres communautés islamiques, mais plutôt une tendance qui se dessine.

Comment s'explique cette image que possèdent les Albanais? Quelle est votre hypothèse à ce sujet?

Il y a (en Suisse) des clichés sur toutes les communautés qui tentent de s'intégrer en Suisse. Que ce soit au début ou dans le long terme. Je crois que cela provient du fait que les gens cherchent très vite les causes d'un problème dans les communautés concernées. C'est ce qui se passe par

exemple, et de manière encore plus aiguë, avec les africains lorsque ceux-ci sont mis en lien avec la drogue. Très vite s'installe une généralisation. On fait tout de suite l'amalgame: « ce sont des noirs, donc ils ont affaire à la drogue ». De leur côté, les Albanais sont souvent associés à la violence. Ce cliché a la vie dure.

Mais il y a aussi de l'espoir. Les Tamouls qui sont venus en Suisse dans les années 80 et 90 sont aujourd'hui très bien intégrés. Une intégration réussie demande du temps.

Quelles sont vos expériences avec les communautés albanaises en Suisse?

Je connais la communauté albanaise depuis mon passage au Conseil d'Etat de Genève. Nous avons soutenu l'université populaire albanaise de Genève. J'ai suivi son évolution et nous avons fourni les outils nécessaires pour que l'université puisse travailler. A cette époque, c'était une très bonne expérience. Ce n'était pas toujours simple. J'ai aussi fait la connaissance des personnes qui la dirigeaient. Il y a deux ans, j'ai été invitée pour donner une conférence. La question était de savoir s'il y avait un risque de radicalisation des jeunes Albanais. Je crois aussi que cette communauté de Genève fait un excellent travail de persuasion. Elle soutient entre autre que l'un des éléments importants de l'intégration est la nationalisation suisse et la prise de responsabilités en tant que citoyen suisse; ils donnent des cours sur les droits civiques, le système suisse, etc.

Vos expériences avec la communauté albanaise en Suisse se basent-elles uniquement sur vos liens avec l'Université populaire albanaise de Genève ?

Non, je suis aussi en contact avec l'ISEAL. Nous échangeons nos connaissances. J'ai aussi des contacts avec d'autres personnes qui s'annoncent chez nous pour des informations. Ces personnes ou ces organisations cherchent le contact avec nous pour résoudre des problèmes ou en discuter. Ce sont des gens engagés. Il est très important pour la Suisse qu'il existe des communautés dont les associations soignent les contacts avec les autorités ou avec la CFR (Commission Fédérale contre le Racisme). Je l'ai vécu à plusieurs reprises.

L'image des Albanais a-t-elle souvent été un objet de discussion dans votre quotidien, que ce soit du point de vue professionnel ou privé?

Non et je voulais déjà l'évoquer auparavant: les Albanais ne sont pas au centre des discussions au sein de la CFR. Cela signifie qu'il n'y a là pas de problèmes dont il faudrait discuter. Et dans mon quotidien non plus.

Le problème de l'image dans l'opinion publique n'est donc plus prioritaire étant donné que l'on part du principe que cette image s'est améliorée?

Je ne l'exprimerais pas ainsi. Cela pourrait devenir une priorité s'ils sont musulmans et donc confrontés aux mêmes problèmes que les autres. Confrontés donc à une ambiance anti-musulmane. Avec cette tendance d'islamophobie qui s'exprime par « tous les musulmans sont des méchants ». Cela a une influence sur tous les musulmans, qu'ils soient albanais, marocains ou musulmans suisses. En ce sens, naissent des problèmes communs aux différentes communautés. Cela n'a rien à voir avec le fait qu'ils soient Albanais, mais parce qu'on les associe à « l'état islamique » et qu'on en fait une généralité. C'est ainsi que des problèmes surgissent et dont il faut parler. Nous avons relevé ce problème et nous avons aussi à le combattre.

Partagez-vous l'opinion que l'image des Albanais était bonne au départ, qu'elle s'est ensuite dégradée, pour redevenir meilleure actuellement?

Comme je vous l'ai fait remarquer auparavant, il faut différencier. Et je ne peux pas y répondre par oui ou par non. Au début la situation était la suivante : il y avait de graves problèmes au Kosovo, beaucoup de personnes ont dû se réfugier en Suisse et il s'agissait de les intégrer. Quand les Suisses ont pris conscience de ce qui se passait là-bas, il y a eu un grand élan de solidarité. C'est un fait. Ensuite la normalité a repris le dessus. Aujourd'hui on discute différemment. On se demande ce qui se passe dans telle ou telle communauté. L'image peut varier et cela peut dépendre des délits. On pointe le doigt sur les agresseurs – Albanais ou autres – et à partir de là, on généralise.

En suivant les médias, qu'observez-vous concernant les Albanais?

Il se peut qu'il y ait davantage d'exemples positifs. Egalement dans les médias. On peut voir tous les jours que des personnes jouent un rôle en Suisse. Que ce soit dans le domaine culturel, sportif, social, etc. Celles-ci ne sont alors plus considérées en tant qu'Albanais mais en tant que personnalité.

Que faut-il faire pour améliorer l'image des Albanais?

Il faut se demander comment on peut agir en Suisse en tant que citoyen et Albanais. Que nous soyons Suisse ou que nous vivions ici, nous avons à respecter l'état de droit. Il est très important que les communautés soient capables de le prendre en compte et de le transmettre aux jeunes. Il est très important aussi de ne pas tomber dans une forme de communautarisme, car il devient alors difficile d'améliorer l'image. Cela demande entre autre un long travail avec les jeunes. En Suisse, on peut sans problème conserver son identité d'origine, mais il est très important de respecter les normes existantes et d'apprendre la langue locale. C'est ainsi que l'on peut acquérir une image positive. C'est le contraire qui se produit lorsque l'on a l'impression que certains ne veulent pas se plier à ces règles. Le devoir d'une communauté est de se demander pourquoi des clichés existent et ce que l'on peut faire pour les combattre. On sait que l'intégration n'est pas un chemin facile. Mais cela dépend beaucoup de la manière avec laquelle on traite les clichés.

La société d'adoption doit aussi apporter sa contribution pour que l'intégration soit réussie...

C'est dans ce sens que j'ai évoqué l'exemple de l'université populaire de Genève quand l'Etat a donné de l'argent. Cela s'est avéré très positif.

Massimo Lorenzi

LE SPORT EST EN AVANCE SUR LA SOCIETE

Massimo Lorenzi est journaliste, rédacteur en chef des sports à la Radio télévision suisse depuis 2009, et ancien présentateur du journal télévisé (1993-1998).

Quelles expériences avez-vous faites avec la communauté albanaise ?

A la fois par des relations personnelles et par l'intermédiaire des copains de mon fils aîné, j'ai été et suis toujours en relation avec des Albanais. Etant moi-même fils d'immigrés italiens, je m'identifie souvent plus à « l'étranger » qu'à l'indigène, et sans doute que mon attitude est-elle un peu particulière, plus sensible à leur situation. Je trouve d'ailleurs qu'il y a pas mal de points communs entre les Albanais et les immigrés italiens des années 1960-70.

Mes premiers contacts datent du début des années 1990. Je mangeais souvent dans une pizzeria à côté de chez moi. Le serveur était kosovar. Nous avons parlé de football, je lui ai demandé d'où il venait, puis je l'ai croisé dans la rue, nous avons sympathisé, un an après il me dit qu'il va se marier et m'invite... Quand j'ai déménagé, j'ai pu discuter avec les déménageurs qui étaient en majorité kosovars ; mon fils faisait du sport à l'école avec des enfants de Kosovars... Il ne faut jamais trop généraliser, mais puisque les xénophobes le font, je vais le faire dans l'autre sens : j'ai le plus souvent été confronté à des gens d'une grande gentillesse. Il y a chez eux une douceur à laquelle je suis sensible. La plupart d'entre eux s'intègrent plutôt bien. Ils sont motivés, plein d'ardeur au travail, ont envie de se reconstruire une vie. Comme toujours, il suffit que deux ou trois imbéciles défraient la chronique pour que les extrémistes s'emparent de ces cas. Mais à titre personnel, je n'ai eu que des bons rapports, amicaux, chaleureux et faciles avec eux.

Les années 1990 étaient pourtant marquées par la méfiance envers les Kosovars, avec l'arrivée de nombreux demandeurs d'asile, des affaires de délinquance, de forts préjugés...

Oui, il y a eu de la délinquance, ce sont des épisodes réels, mais marginaux.

Je n'ai jamais cautionné cet ostracisme, en ayant été moi-même victime dans mon enfance. Je sais comment ça s'est passé pour les Italiens dans les années 1960, puis les Espagnols, les Portugais, les Turcs... Il ne faut pas généraliser à partir de quelques faits divers.

Cependant vous avez dû évoquer ces faits divers au Téléjournal... avez-vous été confronté à un dilemme éthique ?

Oui, je l'avoue. Ce n'était pas d'être confronté à des gens qui ont des a priori défavorables, c'était de me dire : « Tu as un a priori favorable, il y a quand même un fait d'actualité qui est désagréable, il faut mettre de côté l'affect et essayer de voir objectivement les faits. » Il fallait le faire, mais sans en rajouter. En donnant une information, on peut toujours, par l'intonation, dans l'écriture de son texte, distiller un petit relent xénophobe ou une petite sympathie. Là, je devais faire un peu attention. Parce que j'avais plutôt tendance à m'opposer - et je pense que la réalité a fini par me donner raison - à ceux qui voyaient en eux des gens impossibles à intégrer.

Y a-t-il eu parfois des tensions dans l'équipe du Téléjournal à ce sujet ?

Bien sûr. Une rédaction est représentative de l'opinion, il y avait des collègues qui disaient : « Encore eux, on en a assez, ils sont comme ci, comme ça... » J'essaie de combattre ces clichés tout en sachant très bien que certains individus ne s'intègrent pas et causent des problèmes. Intégrer l'étranger, c'est un devoir mutuel, un effort réciproque. Il faut combattre les préjugés aussi bien dans son milieu professionnel que dans son quotidien ou dans l'éducation de ses enfants. Nous sommes tous des étrangers, c'est une question de perspective.

Il y a un courant d'opinion qui accuse le service public audiovisuel d'avoir tendance à enjoliver la situation et de cacher ou de minimiser la réalité. Avez-vous souvent reçu des réactions en ce sens ?

Oui, bien sûr, je me souviens de lettres très virulentes, nous accusant d'être des gauchistes, de brader la Suisse... Mais ces faits divers ne reflétaient pas la réalité. Le vacarme qu'ils faisaient était amplifié par une exploitation politicienne, mais ce n'est pas ce qui fait le plus de bruit qui

est le plus vrai. Chaque intégration pose quelques difficultés au début, il faut plusieurs générations pour l'accomplir ! Dans les années 1960, les Italiens restaient beaucoup entre eux. Les Kosovars ont fait la même chose, d'autres communautés le feront demain.

Je ne suis pas d'accord de stigmatiser l'étranger, quel qu'il soit. Et je l'avoue, je me suis un peu servi de mes diverses fonctions à la télévision pour combattre les préjugés. Même si j'ai fait mes études ici et j'ai le passeport suisse, je me considère aussi comme un étranger. J'aurais pu tourner autrement, mais je suis xénophile plutôt que xénophobe et je l'assume pleinement. L'autre est une richesse, pas un ennemi.

Estimez-vous que des médias suisses ont stigmatisé les Albanais ?

Oui, parfois. Je pense qu'une exploitation éhontée de fait divers porte assez facilement tort à toute une communauté. Il faut faire attention aux caisses de résonance dont nous disposons.

Dans le traitement de l'information, faut-il à votre avis nommer la nationalité des délinquants ?

A partir du moment où une tendance se dégage, dans les chiffres de police par exemple, oui, on peut s'interroger sur le phénomène. Autrement non. Un meurtrier est un meurtrier, un dealer est un dealer avant d'avoir un passeport. Si les statistiques permettent de tirer des conclusions, c'est autre chose, mais je ne suis pas convaincu qu'en l'espèce la tendance se soit jamais clairement dégagée. Par contre on peut facilement le faire croire. Il suffit de titrer trois, quatre, cinq fois dans un même mois des faits divers violents avec le mot « Kosovar ». C'est sans doute sans intention xénophobe, mais on peut malgré soi alimenter de mauvaises opinions.

La présence de plusieurs joueurs d'origine albanaise dans l'équipe nationale suisse de football est-elle pour vous la démonstration d'une intégration réussie ?

Oui, c'est la démonstration de ce que j'ai toujours cru. Même si on entend et on lit que cette équipe suisse est très « balkanique », alors que ce sont des Suisses, binationaux pour certains mais suisses. Dire ça, comme le

fait une certaine presse de boulevard, c'est dangereux. Ces joueurs sont suisses et ils ont des racines ailleurs. Il y a parfois des tensions avec d'autres joueurs, oui, et alors ? N'y a-t-il pas aussi des tensions séculaires entre Romands et Alémaniques ? Entre Genevois et Valaisans ? Que cette équipe suisse soit métissée, bariolée, à forte connotation « balkanique », qu'elle ne soit plus ce qu'elle était il y a 20 ou 30 ans, c'est une richesse. Le monde change, ce pays change, et ces gens ont du talent dans leur domaine.

Ce qui me frappe, c'est qu'on néglige l'apport pour ne mettre en lumière que ce qui est différent. Par rapport à quelle norme ? J'entends dire : « Oui, mais ils ont parfois des attitudes, des comportements différents... ». Et alors ? Ils ne sont peut-être pas des Suisses « pur beurre », mais cette identité bariolée se fait sous le drapeau suisse. C'est une image de la Suisse actuelle. Wawrinka, ce n'est pas non plus un patronyme suisse, mais sa famille s'est intégrée depuis plus longtemps et on le considère aujourd'hui comme parfaitement suisse. Les joueurs albanais, leurs parents sont en général de la première génération, mais la deuxième génération est mieux intégrée et la troisième le sera parfaitement ! C'est ça qu'il faut se dire. Considérer qu'il y a des standards rigides à respecter pour être suisse, c'est lourdement conservateur et réactionnaire. Une identité est toujours en mouvement. Un pays évolue sans cesse.

Ces joueurs de football ont-ils beaucoup contribué à améliorer l'image de leur communauté?

Incontestablement. Même s'ils peuvent en agacer certains parce qu'il sont peut-être plus exubérants, volcaniques, ou se mettent en scène autrement, cela contribue à l'intégration parce que le sport offre ceci de particulier que vous payez de votre personne. Quand Xherdan Shaqiri fait un bon ou un mauvais match, on le voit. Il est livré au regard du peuple. Les Shaqiri, Xhaqa, Behrami et autres ont un talent réel, visible, palpable. Les voir jouer sous le maillot suisse contribue à l'intégration par effet latent, sous-jacent. Et les petits Albanais en Suisse voient jouer leurs idoles sous ce maillot-là. Pour moi le sport est le facteur d'intégration le plus évident.

Comment percevez-vous l'attitude de la presse sportive suisse à l'égard des Albanais?

La forte présence de joueurs d'origine étrangère peut susciter de l'irritation chez ceux qui refusent l'évidence qu'une identité et une culture sont en mouvement. Je perçois encore quelques difficultés à l'accepter pleinement. Mais ça se passe mieux chez les jeunes journalistes que chez leurs collègues de plus ancienne génération, qui peuvent avoir une idée plus propre en ordre et figée de l'identité suisse. Je constate néanmoins qu'en parlant d'eux, on leur accorde naturellement le qualificatif « suisse ». On écrit « le Suisse Xherdan Shaqiri », tout comme on écrit « le Suisse Breel Embolo ». Je pense que le sport est dans ce cas en avance sur la société. Les mouvements profonds de la société sont plus lentement acceptés dans les têtes que sur le terrain.

Partagez-vous donc l'opinion que l'image des Albanais en Suisse est en bonne voie d'amélioration?

Absolument. Et je pense qu'elle s'est surtout améliorée pour une raison qu'il ne faut pas négliger : l'intégration exige du temps, c'est une maturation lente. L'indigène sous-estime l'effort que cela représente d'arriver et s'installer dans un autre pays. Je me souviens que ce fut aussi le cas pour mes parents italiens. On sous-estime ce que signifie le déracinement, l'arrachement identitaire, l'effort d'intégrer la culture du pays d'accueil. Il faut laisser le temps et aider les nouveaux arrivants à s'intégrer. L'école publique joue pour ça un rôle fondamental, autant que le sport. Tout le monde peut s'intégrer, j'en suis profondément convaincu. Et c'est autant la volonté de celui qui s'intègre que de celui qui intègre. Plus le temps passe, plus je crois que mon postulat se vérifie. J'en ai une conviction personnelle, affective, mais aussi intellectuelle.

Appartient-il aux médias d'aider à l'intégration ?

Oui, en les traitant normalement et non en les isolant avec des qualificatifs qui les enferment dans une vision négative. Sur ce plan nous avons encore un effort à faire.

Roland Wiprächtiger

UNE IMAGE SURTOUT VEHICULEE PAR LA PRESSE DE BOULEVARD

Roland Wiprächtiger fut pendant 19 ans juge auprès du canton de Lucerne jusqu'en 2005, connaisseur des Albanais

Monsieur Wiprächtiger, comment pourriez-vous décrire l'image des Albanais en Suisse?

L'image des Albanais en Suisse était très mauvaise, elle est devenue nettement meilleure et dans une dizaine d'années au plus tard, les problèmes avec les Albanais – tels qu'ils ont souvent été présentés dans la presse – n'existeront plus.

En quels termes pourrait-on exprimer cette mauvaise image?

Il existe en Suisse une tradition assez spéciale: les étrangers qui viennent chez nous, particulièrement les travailleurs, que les Suisses ne connaissent pas encore sont souvent rendus responsables de beaucoup de conditions négatives dans la société. Cela a été le cas avec les Italiens, avec les Tamouls, avec les ressortissants des Balkans et bien sûr aussi avec les Albanais.

Comment les Albanais ont-ils été perçus concrètement en Suisse – on parle parfois d'abus du réseau social, parfois de violence...?

Cette image a surtout été véhiculée par la presse de boulevard. A partir de là, on impute aux Albanais des tendances à la violence, ce sont des chauffards qui abusent des réseaux sociaux; donc typiquement des préjugés.

Vous pensez que cela s'est amélioré. Mais comment s'explique cette image, comment est-elle née?

On a ressorti des cas isolés, comme par exemple celui d'un chauffard ayant causé un accident aux conséquences mortelles. On a ensuite généralisé ce comportement fautif pour l'imputer à l'ensemble d'un peuple. C'est ce

qui s'est passé pour les Albanais. Entre-temps, bien des choses se sont passées: les premiers saisonniers albanais pensaient tout d'abord rentrer chez eux assez vite. C'est pourquoi ils n'ont pas accordé beaucoup d'importance à l'instruction scolaire lorsqu'ils faisaient venir leur famille en Suisse. Mais avec le temps les choses ont changé. Aujourd'hui, une majorité des Albanais et Albanaises possèdent une excellente instruction. Ils exercent nombre de professions attractives et c'est pourquoi on peut aujourd'hui affirmer que les Albanais et Albanaises se sont « posés » en Suisse. Et cette tendance est en augmentation. Je constate que l'on accorde toujours davantage d'importance à l'instruction. A mes yeux, c'est là l'alpha et l'oméga de l'intégration sociale.

Donc vous pensez que cette mauvaise image provient de la généralisation de cas isolés...

Absolument.

Mais quel intérêt pour l'opinion publique de diffuser de telles impressions?

Une société peut par exemple reporter la cause de certaines carences sur des boucs émissaires. Du point de vue social, il se passe actuellement en Suisse la chose suivante: Christoph Blocher et son parti aspirent à un pouvoir social et politique dominé par une élite nationale et conservatrice. Toujours davantage de richesse et d'influence se retrouvent entre les mains de ces cercles, tandis qu'une grande partie de la population devient perdante et s'appauvrit. En rendant responsables les étrangers, et plus récemment les réfugiés, de ces fractures dans la société, on permet aux véritables responsables de demeurer dans l'ombre. Cela fonctionne toujours.

Mais comment se réalise cette généralisation, quels sont les mécanismes qui font d'un cas isolé une généralité?

Je ne suis ni sociologue ni historien. Je sais seulement que de tels processus peuvent être observés partout en Europe occidentale et qu'on peut aisément les identifier.

Quelles sont vos propres expériences avec les albanais en Suisse, comment les avez-vous perçus personnellement?

Les Albanais m'ont témoigné beaucoup de respect. Pratiquement chaque fois que j'ai eu affaire avec eux, voici ce qui s'est passé : jamais on n'a porté sur moi un jugement à priori, on m'a toujours laissé la possibilité de m'expliquer, de me présenter. Ce n'est qu'à partir de là que l'on s'est fait une opinion sur moi. Cela m'a beaucoup impressionné. Pour moi qui fréquente des Albanais depuis près de quarante ans, cette qualité est une caractéristique typique de ce peuple. Ils sont aussi très accueillants et quand je pense à notre culture, cela me met souvent mal à l'aise.

Et dans le cadre de votre activité professionnelle en tant que juge à Lucerne, vous avez aussi eu l'occasion de connaître des Albanais...?

Oui et en fait sur deux plans. D'un côté, j'ai été amené à juger beaucoup de cas de regroupements familiaux. D'un autre côté, il s'agissait dans de nombreux cas d'expulsions du territoire suisse.

Quel aspect a prévalu dans votre carrière?

Plutôt les cas d'expulsion – où il s'est avéré à plusieurs reprises que les instances précédentes avaient enquêté de manière plutôt unilatérale. Et le devoir de la justice était de rassembler davantage de preuves, afin d'établir un portrait plus complet d'une personne. Cela a souvent permis de lever les obstacles en faveur d'une expulsion. En près de 20 ans, avec vingt à trente cas d'expulsions par année, il n'y a eu que quatre ou cinq cas où les arguments en faveur d'une expulsion n'ont pas pu être contrés, parce que les personnes concernées s'étaient à nouveau rendues coupables de délits.

Je me suis toujours demandé où se situait la plus grande différence entre les Suisses et les Albanais. Je n'ai pas trouvé la réponse. Mais j'aimerais cependant attirer l'attention sur une chose. Depuis l'invasion de Napoléon, la Suisse n'a pratiquement plus connu de situation de guerre. Au contraire du peuple albanais qui au cours de ces 20 derniers siècles n'a connu que des invasions, des déportations avec beaucoup de victimes, de viols, etc. Cela a marqué ce peuple et explique peut-être qu'un Albanais a le sang un peu plus chaud qu'un Suisse. Ici la paix, là-bas seulement l'oppression.

C'est là pour moi une différence essentielle dans l'évolution de ces deux peuples.

Est-ce que cette image des Albanais a souvent été un thème dans votre quotidien privé ou professionnel ?

Connaître ce peuple a été pour moi une grande source d'enrichissement. C'est pourquoi les Albanais n'ont jamais eu pour moi une image négative. J'ai aussi appris à connaître les Albanais au travers de leur musique. Cette soi-disant mauvaise image des Albanais, je ne l'ai reçue que par la presse.

D'après vous où se situe l'intérêt spécifique de la presse à généraliser certains cas ?

On veut vendre un produit. Le traitement de certains thèmes dans un langage simple et stéréotypé peut faire augmenter les tirages.

Et y a-t-il quelque chose qui vous ait frappé ces derniers temps dans les reportages des médias concernant les Albanais ?

On ne parle pratiquement que de manière positive des Albanais. Avant c'était surtout les footballeurs qui bénéficiaient d'une bonne image dans la presse. Aujourd'hui, on peut lire aussi que des Albanais et des Albanaises se font remarquer professionnellement et sont actifs au niveau politique. Cependant la tendance est plutôt de ne plus parler des Albanais. Il n'est plus nécessaire de faire ressortir le positif pour compenser le négatif. Les Albanais ont atterri. Ils font indubitablement partie de la Suisse.

Cette impression positive sur les Albanais se répercute-elle également dans votre entourage ?

Les Suisses ne s'expriment sur les étrangers que lorsque leur image est mauvaise. Lorsque ce n'est plus le cas, alors tout est en ordre. Autour de moi, je n'entends pratiquement aucune remarque critique envers des Albanais.

Et à quoi est due concrètement cette bonne image des Albanais ?

Les Albanais se sont intégrés en Suisse. Une institution suisse y a

particulièrement contribué. Il s'agit de l'école publique. J'ai pu moi-même m'en persuader tout au long de ces années. La cohabitation entre les enfants fonctionne très bien et cela aussi dans les écoles où la proportion d'enfants étrangers est élevée.

*Vous avez déclaré au début que l'image était mauvaise et que maintenant elle est meilleure. Cela veut-il dire que le chapitre n'est pas encore clos ?
Qu'est-ce qui doit être fait pour faire encore avancer les choses ?*

Il y a trois ans, je pensais que l'intégration des Albanais en Suisse serait achevée d'ici une quinzaine d'années. Aujourd'hui je suis persuadé que cela se réalisera bien avant. Cela, parce qu'aujourd'hui la plupart des parents albanais reconnaissent l'importance d'une bonne instruction pour leurs enfants. Ils sont aussi disposés à s'y engager financièrement.

Sophie Malka

NOUS MANQUONS DE CURIOSITE

Sophie Malka, journaliste, est depuis 2008 la coordinatrice de l'association VIVRE ENSEMBLE, à Genève, qui publie une revue et une plateforme d'information sur l'asile politique en Suisse.

Quelles expériences avez-vous faites autour de la présence albanaise en Suisse ?

J'étais journaliste au Courrier au moment de la crise au Kosovo. J'ai eu alors pas mal de contacts avec l'Université populaire albanaise, à Genève. Et j'ai pu observer l'image que les médias donnaient de l'arrivée des Kosovars. Il y avait beaucoup de préjugés parce qu'on ne reconnaissait pas cette population apparue tout à coup en Suisse à cette époque-là. La loi sur l'asile faisait l'objet de durcissements et il y avait une utilisation politique de ce thème qui coïncidait avec la montée en puissance de l'Union démocratique du centre (UDC). Ce parti a utilisé les demandeurs d'asile et les Albanais en particulier comme des boucs émissaires pendant des années.

Dans Le Courrier, où j'étais en charge des questions d'asile et de migration, nous essayions d'analyser tout ça. La mise en avant par certains médias de faits divers des Kosovars ou des Albanais, surtout en lien avec la criminalité, forgeait une image assez négative d'une communauté que les Suisses connaissaient mal. Une partie de cette population était pourtant en Suisse depuis les années 1960 avec «l'importation» de saisonniers ex-yougoslaves, mais ces hommes avaient eu peu de visibilité. Quand ils ont fait venir leurs familles pendant la guerre, c'est là que la question de l'intégration s'est posée.

Fallait-il taire les cas de délinquance et de criminalité impliquant des Albanais?

Non, ces cas étaient réels. Ils étaient en partie liés à la guerre dans les Balkans. Il y avait des rivalités de clans aussi en Suisse, on a en vu les effets par exemple à l'Université populaire albanaise. Mais le problème,

c'est que les médias ne parlent généralement que de ce qui ne va pas. Ils donnent à ces cas une ampleur importante alors qu'ils parlent peu de ce qui va bien. Ils parlent rarement de la culture des migrants, des réussites de leur intégration, ils donnent une importance disproportionnée à des faits divers qui sont plutôt des épiphénomènes.

Faisaient-ils donc mal leur travail ?

Je n'irai pas jusque-là. Mais ils doivent faire attention. Il y a par exemple cette question de savoir si on mentionne la nationalité ou l'origine des personnes impliquées dans des faits divers. Le débat se pose aujourd'hui de la même manière qu'il y a quinze ans. On focalise sur la nationalité alors que ce sont surtout des facteurs socio-économiques qui sont pertinents dans les statistiques de la criminalité, une étude d'André Kuhn l'a bien montré. Par ailleurs, on n'a pas beaucoup souligné les facteurs explicatifs de cette délinquance, comme l'obligation de visa pour les ressortissants des Balkans qui voulaient venir en Suisse. Cela les contraignait à recourir à des passeurs qui étaient parfois aussi des trafiquants d'armes ou de drogue.

L'image des Kosovars était mauvaise dans les années 1990, c'est documenté par une étude du Forum suisse des migrations, avez-vous le sentiment qu'elle s'est améliorée ?

Aujourd'hui, elle devient moins négative surtout parce qu'on n'en parle plus beaucoup. Mais aussi grâce à des symboles de l'intégration. Quand Xherdan Shaqiri a marqué trois buts contre le Honduras à la coupe du monde de football, il y a eu cette déclaration étonnante d'un commentateur au Téléjournal de la Radio Télévision Suisse: «Un seul homme, un autre Suisse, un autre héros avait jusque-là réussi à tirer pareil. C'était Guillaume Tell.» Cela témoignait bien de la manière dont plusieurs joueurs d'origine ex-yougoslave ont été adoptés par la Suisse.

Les Albanais font maintenant partie de notre univers. Ils ont fondé des entreprises de construction dont les noms font qu'on reconnaît leur origine, et on ne s'en étonne plus. Ils sont entrés dans le paysage comme les Italiens l'avaient fait en leur temps.

N'entendez-vous plus s'exprimer de préjugés à l'encontre des Albanais?

Depuis que Vivre ensemble a lancé le Comptoir des médias il y a trois ans, nous n'avons pas relevé dans la presse de préjugés qui touchent spécifiquement les Kosovars ou les Albanais en général. Des préjugés contre les demandeurs d'asile à l'assistance, ou à propos de la criminalité chez les réfugiés, ça oui. En fait, il y a une corrélation évidente entre les discours sur des nationalités et leur proportion dans les statistiques de l'asile. C'est lié à leur utilisation politique. Ces dernières années, ce sont les Erythréens ou les Afghans qui sont ciblés. On veut les disqualifier dans l'opinion publique et délégitimer leur présence ici. Les Albanais, eux, sont maintenant dans nos écoles. J'habite au quartier des Pâquis à Genève, les classes de mes enfants sont composées de toutes les nationalités. Et les amitiés entre les enfants favorisent les contacts entre leurs parents.

Vous avez mentionné les manipulations politiques, pour vous, jouent-elles un rôle déterminant dans la formation de l'opinion publique suisse?

Oui. Lorsqu'un parti utilise la peur de l'autre à des fins électorales, joue sur le mécontentement et le sentiment d'insécurité, et quand ces discours sont repris par d'autres partis et inondent les médias et l'espace public, cela finit par influencer l'opinion publique.

Sans l'UDC pensez-vous qu'il n'y aurait pas de préjugés négatifs?

Si, sans doute. Je pense que les préjugés à l'égard de l'autre existent à priori. L'étiquette de demandeurs d'asile est souvent empreinte d'un doute, on se demande si leur présence en Suisse est justifiée. Le rôle de politiciens responsables serait de rassurer l'opinion, de montrer que nous sommes capables d'intégrer ces nouvelles populations comme nous l'avons fait avec d'autres dans le passé. Il ne s'agit pas de nier les peurs d'une partie des Suisses, il est même nécessaire de les laisser s'exprimer, mais le rôle des élus, de ces personnes qui prétendent diriger le pays et doivent veiller à la cohésion sociale, c'est de montrer qu'ils peuvent répondre à ces peurs. De nous montrer que nous pouvons avoir confiance en nous en tant que société d'accueil.

Les discours politiques ont-ils donc plus d'impact sur l'opinion publique que les médias?

Je pense que les médias jouent un rôle amplificateur. Quand des journaux

à grand tirage publient, parce que ça fait vendre, des Unes successives et alarmistes sur des faits divers qui impliquent des demandeurs d'asile ou des personnes d'une certaine origine, ça favorise clairement une image négative de ces personnes. Les journaux qui font bien leur travail peuvent remettre en question ces discours politiques qui jouent sur la peur. Malheureusement, les sujets de fond passent moins bien dans le tri de l'actualité. La presse est souvent dans la réaction. Les communiqués de police qui indiquent la nationalité ou l'origine de l'auteur d'un délit, se contentent de répercuter cette information sans s'interroger sur la pertinence de cette mention. La police le fait même si ce n'est pas forcément un élément d'information déterminant.

Est-ce pour ça que les Suisses connaissent mal les Albanais qui forment pourtant la deuxième plus importante communauté étrangère vivant dans leur pays?

C'est vrai qu'on les connaît mal, mais c'est aussi le cas pour beaucoup d'autres nationalités. Je pense que les Portugais, par exemple, ont eu le même handicap. Nous connaissons tous des ouvriers de chantier ou des femmes de ménage portugais, et pas bien leur pays. Leur culture a pourtant rayonné sur le plan mondial, mais c'est peu visible en Suisse. Si vous allez en vacances au Portugal, vous découvrirez la richesse de ce patrimoine et vous prendrez peut-être vos préjugés en pleine figure. Vous vous rendrez compte que c'est votre manque de curiosité qui a nourri vos préjugés. En ce qui concerne les Albanais, c'est aussi à nous de nous intéresser à leur culture.

Uli Windisch

ON NE PEUT PAS DIRE QUE TOUT VA BIEN

Uli Windisch est professeur en sociologie, auteur d'une quinzaine d'ouvrages en partie consacrés à l'immigration, et rédacteur en chef du site d'opinions lesobservateurs.ch. Au début des années 2000, il a fait partie du comité de l'Université populaire albanaise (UPA), à Genève.

Quelles expériences avez-vous faites avec la communauté albanaise ?

J'ai commencé à m'intéresser aux questions d'immigration dans les années 1960, bien avant que que l'attention se focalise sur les Kosovars. Je ne connais pas très bien cette communauté, mais j'ai été sollicité par des étudiants albanais à l'Université de Genève, où j'enseignais, pour entrer au comité de l'UPA. Ils voulaient que je contribue ainsi à lutter contre la représentation négative des Kosovars dans la population suisse. J'ai été facilement élu au comité, mais je n'y suis pas resté longtemps parce que je trouvais l'institution trop politisée.

Quel est l'impact d'une « représentation négative » ?

En tant que sociologue, je considère que les représentations sociales jouent un rôle souvent plus important que la réalité pour influencer les attitudes collectives. L'image qu'on a d'un problème a au moins autant de réalité que le problème lui-même. Cela dit, l'image négative des Kosovars est en partie fondée, même s'il y a aussi dans cette communauté des personnes remarquables et qu'on devrait davantage mettre en valeur.

Comment améliore-t-on une image ?

C'est une question d'intégration. J'ai toujours défendu l'idée qu'il fallait accorder des droits politiques aux migrants, parce que c'est en participant qu'on s'intègre socialement. On le voit quand des classes d'apprentis organisent des débats sur une votation, il n'y a pas plus intégrateur que ça! Et il ne vient à l'idée de personne de faire sortir les élèves étrangers quand on fait voter la classe à la fin de l'exercice. Je suis convaincu que la Suisse est très intégratrice, mais à condition que les communautés

étrangères acceptent nos valeurs essentielles. C'est malheureusement ce qui est en train de changer avec par exemple les appels de Tariq Ramadan aux Musulmans à «rester eux-mêmes». C'est une situation nouvelle, on passe à une opposition frontale qui est inacceptable.

Avez-vous l'impression que l'image des Albanais s'est améliorée depuis les années 1990 ?

Je pense que la nébuleuse albanaise, provenant de plusieurs pays, n'est pas claire dans l'esprit des gens. Le terme «Kosovar» garde certainement une connotation négative, en raison de l'existence de groupes criminels et aussi des problèmes de comportement de jeunes d'origine kosovare, dont la presse se fait régulièrement l'écho. Les Albanais ne sont plus considérés comme les immigrants les plus problématiques actuellement, on s'inquiète davantage de ces migrants du Moyen Orient parmi lesquels il y a des terroristes. Cette crainte-là n'est pas associée aux Albanais. Cela dit, quand on a appris que le Kosovo, dont la Suisse a soutenu l'indépendance, était dirigé par des gens d'origine criminelle, cela a certainement contribué à la représentation négative de ses ressortissants. Il y a certainement des Kosovars exemplaires, mais il ne faut pas nier les problèmes que d'autres posent au pays d'accueil.

La crainte s'exprimait dans les années 1990 que les Albanais ne puissent pas bien s'intégrer en Suisse, on voit aujourd'hui qu'ils tiennent des commerces, ouvrent des entreprises, atteignent des fonctions universitaires...

C'est un processus normal. Et plus ils s'intègrent, plus certains d'entre eux peuvent même devenir des personnes de référence, plus ça fait évoluer l'opinion. Mais il reste ces bandes de jeunes, ces bagarres dans les écoles, je ne sais pas si le phénomène a diminué mais je vois toujours ce genre d'informations régulièrement, et c'est pourquoi dans la perception de la population, les Kosovars continuent à poser problème. On veut toujours minimiser ces réalités, je suis pour qu'on dise ce qui existe. Mais je voudrais que les médias mettent aussi en avant ces entrepreneurs albanais qui ont une réussite exemplaire. Je soutiens tous ceux qui font l'effort de s'intégrer, en particulier par le travail, c'est si important en Suisse.

Vous partagez donc l'avis que cette intégration progresse ?

Je pense qu'on ne peut pas généraliser et encore moins dire que tout va bien, les Albanais s'intègrent. Il me semble que c'est déjà plus difficile que ça l'a été pour les Italiens, Espagnols ou Portugais. L'immigration en Suisse est caractérisée par des différences culturelles de plus en plus grandes, qui peuvent aller jusqu'à une incompatibilité quand la religion empêche l'intégration. On sait que les Musulmans venant d'anciens pays communistes, comme c'est le cas des Kosovars, sont différents de ceux qui viennent de pays où la tradition religieuse est plus forte. L'avantage, peut-être, des Albanais est que chez eux la foi n'est pas déterminante. Mais qui sait si des jeunes Albanais ne pourraient pas se sentir appelés, par besoin identitaire, à rejoindre des courants religieux hostiles à l'intégration en Suisse...

Pourquoi est-il si important à vos yeux de parler des problèmes d'intégration ?

Si vous n'en parlez pas pour éviter d'encourager les représentations négatives, vous aboutissez à l'effet contraire. Il faut parler des problèmes et aussi des expériences positives. Il faut que la police donne les chiffres sans cacher les origines des délinquants. Et si on voit que les jeunes Kosovars posent des problèmes particuliers, on doit pouvoir dire à la communauté de les reprendre en mains. Ce sera positif pour l'ensemble de la société.

Une image en convalescence

Par Alain Maillard

Le 2 février 2015, Migros Magazine publie un article au titre révélateur: «Ces Kosovars qui pulvérisent les clichés». Cet hebdomadaire gratuit et à grand tirage propose plusieurs portraits de jeunes et de familles en Suisse. L'introduction annonce, comme si c'était étonnant, que «des Albanais de la deuxième génération mènent des vies ordinaires. Souvent naturalisés, ils font des études, créent des entreprises, font des enfants, entament des carrières prometteuses. Le tout en s'appuyant sur des structures familiales solides et traditionnelles. S'approchant ainsi, paradoxalement, du modèle de citoyen idéal tel que le promeuvent les milieux les plus réticents à l'immigration.»

Cet article est loin d'être unique en son genre. Depuis quelques années, la presse suisse publie des articles positifs sur l'intégration des Albanais en Suisse. En particulier la presse alémanique, Kujtim Shabani en cite des exemples en page 28. Est-ce pour se rattraper d'avoir si souvent souligné les problèmes que les Kosovars ou «Kosovo-Albaner» ont pu poser auparavant?

C'est en cela que le titre de Migros Magazine est révélateur: «Ces Kosovars qui pulvérisent les clichés», c'est souligner la force de ces clichés largement véhiculés par les médias, qu'il ne suffit pas de réfuter mais qu'il faut «pulvériser». Et si ce titre a besoin d'y faire allusion pour attirer les lecteurs, c'est bien parce qu'on suppose ces clichés bien ancrés.

Comme le soulignent plusieurs interlocuteurs dans ce livre, le mécanisme des préjugés a accompagné toute l'histoire de l'immigration en Suisse. Les saisonniers italiens ou permis B italiens en ont souffert jusqu'aux années 1970. Les Tamouls et Turcs des années 1980 étaient soupçonnés d'abuser de la procédure d'asile, et on a commencé à cette époque à employer des termes dépréciateurs comme «afflux» ou «faux réfugiés». Ce qui a caractérisé l'immigration albanophone des années 1990, qui n'était pas nouvelle mais brusquement visible, ce fut une conjonction particulièrement intense de déclencheurs de préjugés. Comme le rappelle en particulier l'étude publiée par l'Office fédéral des migrations (1), l'image désastreuse des Kosovars était nourrie par un cumul d'étiquettes:

délinquants, dealers, comportements violents, chauffards. Comme le dit bien le professeur Etienne Piguet, il s'est forgé «une représentation idéale pour des explications simples: Albanais-clans-mafia-traffic de drogue, ça fonctionnait. (...) Il suffisait d'un compte-rendu de fait divers dans Blick pour généraliser. Les gens aiment les clichés.»

Le propre des préjugés, c'est qu'ils survivent aux circonstances qui leur ont donné naissance. Ils mettent toujours beaucoup plus de temps à s'effacer qu'à s'installer. Dans ces conditions, même en l'absence de titres de journaux les mettant en cause, combien de temps allait-il falloir pour que l'image des Kosovars et autres Albanais en Suisse s'affranchisse d'une image aussi négative? Trois, quatre générations?

La bonne surprise

On pouvait d'autant plus craindre que l'intégration de cette communauté soit plus difficile que, par comparaison avec les immigrations «latines» (Italiens, Espagnols, Portugais), les Albanais souffrent de handicaps supplémentaires vis-à-vis des Suisses: une langue et une culture mystérieuses, des pays d'origine méconnus. Le Kosovo, la Macédoine, l'Albanie ne sont pas - ou peut-être pas encore - des destinations de vacances. Leurs traditions sont trop peu connues pour attirer la sympathie. Il manque ainsi des antidotes aux préjugés négatifs.

Dans ce contexte, ce qui nous surprend aujourd'hui, ce n'est pas que l'image s'améliore enfin. C'est plutôt la vitesse à laquelle elle évolue désormais. Une vitesse devenue comparable à celle d'autres courants migratoires. En d'autres termes, l'image des Albanais en Suisse est moins durablement affectée par les facteurs négatifs évoqués qu'on ne pouvait le craindre.

Que reste-t-il aujourd'hui de ces préjugés? L'étude sur la discrimination à l'embauche (2) remonte à 2003. Elle montrait «l'ampleur insoupçonné du phénomène», qui touchait alors beaucoup plus les jeunes Albanophones qu'un autre groupe pris en comparaison: les jeunes d'origine portugaise. Elle soulignait aussi, opportunément, le déni ou la minimisation de ce problème en Suisse. En l'absence d'une étude plus récente à ce sujet, on ne peut évaluer si le problème s'atténue avec le temps, en phase avec une amélioration générale de l'image des Albanais en Suisse.

Parmi les interlocuteurs de ce livre, nul ne conteste que cette image s'améliore, ou du moins perd de sa négativité. Mais l'avancement du processus est diversement apprécié. L'avis le moins positif est celui du sociologue Uli Windisch qui, fidèle à son combat contre ce qu'il appelle le «politiquement correct», préfère souligner ce qui à ses yeux pose encore problème en matière d'intégration, notamment la persistance selon lui de «problèmes de comportement»; il estime que «le terme «Kosovar» garde certainement une connotation négative». La présidente de la Commission fédérale contre le racisme, Martine Brunschwig-Graf, considère elle aussi que le cliché associant les Albanais à la violence reste «installé». Les autres avis sont eux nettement plus optimistes. Le plus enthousiaste est le juge Roland Wiprächtiger, qui voit l'image s'améliorer bien plus vite que prévu: «Dans mon environnement, je n'entends presque plus de remarques critiques contre les Albanais. (...) Ils sont maintenant «arrivés». Ils font enfin partie de la Suisse.»

Comment expliquer cette évolution? Notre panel de dix «témoins» ne peut être considéré comme représentatif de l'opinion suisse. Composé d'observateurs avisés dans ce domaine, il permet toutefois, à la manière d'une «étude qualitative», d'explorer les principaux facteurs de manière sans doute assez complète.

L'effet bouc émissaire

Pour une part, plusieurs de nos interlocuteurs le soulignent, les Albanais ne sont pas pour grand chose dans cette atténuation de l'image négative des années 1990. Ils font moins l'objet de l'attention publique tout simplement parce que celle-ci est focalisée sur de nouveaux mouvements migratoires, tels que les demandeurs d'asile érythréens ou syriens. «Le bouc émissaire est souvent le dernier arrivé», relève la déléguée à l'intégration du canton de Vaud, Amina Benkais-Benbrahim. S'il arrive encore que les médias évoquent des cas individuels de délinquance, en soulignant l'origine du suspect kosovar ou macédonien, «on ne parle plus guère des Albanais en bloc.» Si, selon elle, leur image est «en transition», c'est surtout parce que «les Albanais commencent heureusement à devenir moins intéressants dans l'imaginaire d'un public qui veut se faire peur.»

Coordinatrice de «Vivre ensemble», plateforme d'information sur l'asile politique en Suisse, la journaliste Sophie Malka observe, elle, «une corrélation évidente entre les discours sur des nationalités et leur proportion dans les statistiques sur l'asile. C'est lié à leur utilisation politique.» Son point de vue que nous revenions un peu ici sur une particularité de la vie politique suisse depuis les années 1980. Plus précisément depuis qu'une loi fédérale sur l'asile a été créée en 1979, fixant une procédure d'examen des demandes. Dès son entrée en vigueur, les «requérants d'asile» (terme grammaticalement impropre qui s'est pourtant imposé dans le discours public) ont été plus nombreux qu'on ne l'imaginait, et leur parcours ne ressemblait guère à celui des Hongrois ou Tchèques fuyant le communisme que les législateurs avaient à l'esprit. L'administration fédérale débordée a elle-même employé les termes «d'abus» ou de «réfugiés économiques» discréditant la plupart des requérants considérés comme indésirables. La loi a fait l'objet de nombreuses révisions et référendums (la dernière votation a eu lieu en juin 2016), si bien que le thème politique de l'asile a prédominé dans les débats publics sur tout autre thème lié aux migrations. Et quand les Kosovars, privés de l'accès au marché suisse du travail en 1991, ont fait recours à la procédure d'asile, ils se sont exposés aux mêmes soupçons que les autres requérants. Qu'ils soient maintenant beaucoup moins nombreux dans les statistiques de l'asile leur permet donc, comme l'argumente Sophie Malka, de faire beaucoup moins l'objet de l'attention publique.

L'impact des médias

Là aussi, le premier effet d'image dont bénéficient les Albanophones en Suisse est moins constitué d'éléments positifs que d'une atténuation récente des impacts négatifs tels qu'ils se produisaient cours des années 1990-2000. Ceux-ci n'étaient pas produits volontairement par les médias mais dus aux mécanismes de l'actualité: il se trouve que les faits divers impliquaient souvent des Kosovars, et les slogans d'un parti politique mettant en cause les abus, l'afflux ou la délinquance étaient relayés tels quels. «Le problème, c'est que les médias ne parlent généralement que de ce qui ne va pas», souligne Sophie Malka. «Ils parlent rarement des réussites de l'intégration, ils donnent une importance disproportionnée à

des faits divers qui sont plutôt des épiphénomènes.»

Faut-il blâmer les médias? Les avis de nos interlocuteurs divergent à ce sujet. Journaliste de métier, je connais bien leurs mécanismes simplificateurs et amplificateurs, qui peuvent affecter une communauté immigrée comme ils affectent d'autres catégories de population (des études ont montré que les jeunes ou les femmes sont aussi victimes de clichés médiatiques). Il est plus facile de trouver un titre choc quand il se conforme à des clichés. Il est tentant de conforter les préjugés de l'opinion pour mieux vendre. La profession respecte généralement des critères déontologiques, mais la pression économique et la vitesse de circulation de l'information conduisent souvent à des compromis. De plus, souvent accusés (plus ou moins à raison) par l'Union démocratique du centre (UDC) d'être majoritairement de gauche, les journalistes suisses ont tendance depuis une vingtaine d'années à vouloir montrer que non, ils ne cherchent pas à cacher ou à minimiser les faits. C'est ainsi qu'ils nomment volontiers l'origine suisse ou étrangère des délinquants.

Cet effet amplificateur peut quand même opérer dans une direction favorable. Du moins s'il est alimenté par des événements le permettant. C'est ce qui arrive depuis quelques années grâce au sport. Un commentateur de la Radio télévision suisse est allé jusqu'à comparer Xherdan Shaqiri à Guillaume Tell à la fin du match où il a marqué trois buts à la Coupe du monde de football, en 2014. Grâce à la présence de nombreux joueurs d'origine albanaise dans l'équipe nationale suisse, cet effet favorable se fait durable.

Deux de nos interlocuteurs soulignent que les Albanais en Suisse sont sensibles au fait que l'origine de ces joueurs n'est pas mentionnée par les médias de la même manière s'ils marquent (ils sont suisses) ou s'ils ratent leurs matchs (alors ils seraient plutôt désignés par leur origine albanaise). Différence réelle ou effet déformant d'une sensibilité aux aguets? A titre personnel de spectateur occasionnel de sports télévisés, je penche pour la deuxième hypothèse. Je remarque aussi que le match opposant la Suisse à l'Albanie, le 11 juin 2016 au championnat d'Europe de football, a été qualifié de «derby»: terme désignant normalement une rencontre entre voisins proches. N'est-ce pas signe de rapprochement?

Les héros sportifs

Au cours de nos entretiens, plusieurs interlocuteurs ont spontanément cité le football comme un facteur important de l'amélioration de l'image des Albanais en Suisse. Grâce aux performances des joueurs d'origine albanaise, on ne parle plus d'eux en mal, mais en bien. Des articles qui ont raconté leur parcours depuis leur pays, ou celui de leur famille, ne montrent ainsi plus l'immigration comme une nuisance mais comme un enrichissement pour la Suisse. Pour le journaliste Bashkim Iseni, c'est un «énorme changement».

On peut en voir là aussi un signe à l'occasion du Championnat d'Europe de football: davantage de maillots albanais ont été vendus à des supporters en Suisse que de maillots suisses. Et ce n'était pas présenté dans la presse comme le signe d'une mauvaise intégration, mais avec la même compréhension que pour d'autres communautés attachées à leurs racines, comme les Italo-suisse.

L'intégration réelle

Le sport n'est qu'un canal d'intégration parmi d'autres. Il peut donner une image trompeuse, ou même servir de révélateur d'un manque de voies alternatives d'ascension sociale. Il se trouve qu'en Suisse, il reflète plutôt une intégration par ailleurs réelle. La croissance importante du nombre de jeunes d'origine albanaise dans les Universités et Hautes écoles en atteste. On peut donc considérer dans ce contexte, comme le formule Massimo Lorenzi, journaliste à la Radio télévision suisse, que le sport est simplement «le facteur d'intégration le plus évident.»

Ou peut-être même pas. Parce que les Suisses voient dans leur quotidien que les Albanais créent des entreprises, gèrent des restaurants, occupent des emplois qualifiés, mènent des études supérieures. C'est l'avis du professeur Basil Schader: «Les Suisses font l'expérience personnelle de cette intégration, ils voient de plus en plus d'Albanais actifs dans les hôpitaux, les commerces, à la poste, et dans des postes à responsabilités.» C'est d'ailleurs peut-être d'autant plus marquant que cela contredit «l'image dominante de communauté qui a des difficultés d'intégration», selon les mots du sociologue Claudio Bolzman.

Dans un pays dépourvu de politique nationale de l'intégration, et dont

les efforts publics locaux visent surtout à soutenir l'apprentissage de la langue, comment expliquer cette évolution rapide? «Dans d'autres pays, souligne le professeur Etienne Piguet, la deuxième génération ne s'intègre pas mieux que la première; les parents ont trouvé du travail et leurs enfants n'en trouvent pas. Nous avons de la chance en Suisse: le marché du travail est ouvert et donne des chances à la deuxième génération.» On pourrait sans doute ajouter que les besoins en main-d'œuvre de l'économie suisse sont tels que cette ouverture est nécessaire.

Mais pour la deuxième génération, le premier facteur, et probablement le plus décisif, c'est la formation. On peut constater d'une part que l'existence d'un système scolaire public dominant et de qualité favorise grandement l'intégration. D'autre part, prenant conscience depuis le début des années 2000, et l'indépendance du Kosovo, que leur séjour en Suisse était durable et peut-être définitif, la plupart des familles albanaises incitent leurs enfants à une bonne scolarité. Si bien qu'une «grande partie des Albanais en Suisse sont maintenant bien formés», souligne par exemple le juge Roland Wiprächtiger.

L'intégration, tous sont d'accord, est une responsabilité partagée. Pour le journaliste Bashkim Iseni, «les Albanais ont aussi leur part de responsabilité dans l'image négative qu'ils ont eue. Celle d'être longtemps restés tournés vers leur pays d'origine et de n'avoir pas fait grand chose pour mieux faire connaître leur culture, nouer le dialogue, s'activer dans la vie sociale suisse, éduquer leurs enfants dans l'idée que la Suisse est leur pays et non un pays étranger.» La bonne nouvelle, c'est qu'une fois le tournant pris, la réussite d'une communauté qui montre un tel «dynamisme» (Claudio Bolzman) est rapide.

Ce qui manque

Près de 300'000 Albanophones en Suisse, c'est une composante de la population dont l'importance était illustrée par la couverture du magazine L'Hebdo, en 2010, sous forme de 27ème canton. Mais ce n'est pas (ou plus) une communauté étanche, vivant à l'écart du reste de la population. Les mariages interethniques deviennent ordinaires. Une bonne proportion des Albanais d'origine sont maintenant naturalisés suisses. Comme le souhaite symboliquement Bashkim Iseni, «Berisha» devient un nom suisse.

Le temps fait donc oeuvre favorable. Et c'est normal, parce que «l'intégration exige du temps», affirme Massimo Lorenzi, dont les parents sont arrivés d'Italie. «On sous-estime ce que signifie le déracinement, l'arrachement identitaire, l'effort d'intégrer la culture du pays d'accueil. Il faut laisser le temps et aider les nouveaux arrivants à s'intégrer.» Pour Martine Brunschwig-Graf, la Suisse est un pays qui intègre volontiers mais à deux conditions. «On peut garder son identité d'origine. Ce qui est très important, c'est de respecter les normes et d'apprendre la langue du pays d'accueil.»

Il s'agit là, une fois de plus, de critères visant seulement à effacer des handicaps potentiels. Ce qui à mon avis manque encore à la communauté albanaise en Suisse, ce sont des identifiants positifs. Les héros sportifs ont joué ce rôle, ça ne suffit sans doute pas à faire bénéficier à l'ensemble de la communauté. Mais ils constituent un exemple à suivre. On peut imaginer que d'autres figures émergeront peu à peu, comme la chanteuse Elina Duni (qui mériterait d'être davantage connue!). On peut aussi espérer que les Albanophones sauront faire davantage connaître leur culture ou leur gastronomie.

(1) « *La population kosovare en Suisse* », Barbara Burri Sharani, Denise Eftionayi-Mäder, Stephan Hammer, Marco Pecoraro, Bernhard Soland, Astrit Tsaka, Chantal Wyssmüller, Office fédéral des Migrations, 2010

(2) « *Le passeport ou le diplôme? Etude des discriminations à l'embauche des jeunes issus de la migration* », Forum suisse des migrations, 2003

Postface

Par Laurent Matthey

Cette étude, réalisée par Kujtim Shabani et Alain Maillard pour l'Institut d'études albanaises (ISEAL) propose un état des lieux de l'image des Albanais en Suisse. Si certaines des conclusions inclinent à l'optimisme (l'image en question paraît être « en convalescence », comme le souligne Alain Maillard), l'étude rappelle que les transformations en cours s'inscrivent dans une durée. Le temps permet une conversion d'image, qui humanise celles et ceux qui étaient initialement appréhendé-e-s comme une force de travail (« Von Arbeitern zu Menschen »).

Cette humanisation passe par la production de petites mythologies et d'un grand récit collectif qui, à l'articulation du personnel et du collectif, thématisent l'exemplarité de certains parcours biographiques. La figure héroïque du grand sportif manifeste par exemple une intégration réelle des secondes générations dont peut se féliciter tout autant la migration que la société d'accueil.

Plus généralement, cette étude semble en appeler d'autres, qui se développeraient sur une période plus ample et mobiliseraient des corpus plus spécifiques, notamment du point de vue des médias : presse écrite, radio et télévision, plateforme d'information électronique, commentaires laissés, par certains lecteurs, sur les forums d'information... Ces sources permettraient de suivre la production et la circulation d'images et d'imaginaires ; de documenter leur stabilité ou variation sur la longue durée ; d'identifier des moments et des opérateurs de ruptures (d'ordre politique, social, économique, mais aussi technologique...).

Il serait par exemple intéressant de comprendre comment les plateformes qui, sur le web, s'adressent tout autant à la migration qu'à la société d'accueil, permettent un meilleur contrôle de l'image qui circule dans les médias. Il serait utile de saisir la manière dont les initiatives mises en œuvre par la migration accélèrent ou non la « convalescence » dont parle Alain Maillard. Tout comme il serait utile de saisir les modalités

permettant d'accélérer la conversion d'image conduisant à l'humanisation de cette masse appréhendée par les sociétés d'accueil comme une force de travail.

Mais cette étude rappelle aussi que, si les images sont mobilisées dans le cadre de récits collectifs, si elles relèvent d'un régime parfois mythologique au sens de Roland Barthes, elles sont toujours élaborées – en lien avec un contexte social donné – pour agir. Elles poursuivent des desseins, alimentent des imaginaires qui construisent d'autant plus facilement la réalité sociale qu'ils s'adressent le plus souvent directement – pour le meilleur et le pire – aux émotions. En ce sens, l'humble travail de fact checking (vérification des faits) entrepris par de nombreuses associations qui, patiemment, s'attachent à rapporter « images » et imaginaires aux faits semble être d'autant plus nécessaire. Il est l'instrument d'une patiente orthopédie, qui ne renonce pas à l'argument de la raison pour organiser nos passions. Cette étude participe aussi de ce travail.

Dr Laurent Matthey

Membre du conseil de fondation de l'ISEAL

info@iseal.com
www.iseal.ch